



# Communiqué de presse

## LA BANQUE CIBC ANNONCE SES RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE DE 2008

Toronto, Ontario – le 28 février 2008 – La **Banque CIBC** (CM aux Bourses de Toronto et de New York) a annoncé une perte nette de 1 456 M\$ pour le premier trimestre terminé le 31 janvier 2008, en comparaison du bénéfice net de 770 M\$ enregistré au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La perte diluée par action s'est établie à 4,39 \$, contre un bénéfice dilué par action de 2,11 \$ pour la même période de l'exercice précédent. La perte diluée par action (comptabilité de caisse) était de 4,36 \$<sup>1</sup>, par rapport au bénéfice dilué par action (comptabilité de caisse) de 2,12 \$<sup>1</sup> affiché à la période correspondante de 2006.

Le ratio des fonds propres de première catégorie de la Banque CIBC au 31 janvier 2008 était de 11,4 %.

Les résultats pour le premier trimestre de 2008 ont été touchés positivement par les éléments suivants :

- Un montant de 171 M\$ (115 M\$ après impôts, ou 0,34 \$ par action) au titre de la variation des écarts de taux sur l'évaluation à la valeur du marché de notre portefeuille de dérivés de crédit adossés aux prêts aux entreprises (128 M\$, 86 M\$ après impôts) et aux garants financiers (43 M\$, 29 M\$ après impôts);
- Un montant de 56 M\$ (0,17 \$ par action) représentant des éléments fiscaux importants.

Les résultats pour le premier trimestre de 2008 ont été touchés négativement par les éléments suivants :

- Une charge de 2,28 G\$ (1,54 G\$ après impôts, ou 4,51 \$ par action) à l'égard de la protection contre le risque de crédit souscrite auprès de ACA Financial Guaranty Corp. (ACA);
- Une charge de 626 M\$ (422 M\$ après impôts, ou 1,24 \$ par action) à l'égard de la protection contre le risque de crédit souscrite auprès de garants financiers autres que ACA;
- Des pertes de 473 M\$ (316 M\$ après impôts, ou 0,93 \$ par action) liées à l'évaluation à la valeur du marché des titres adossés à des créances avec flux groupés (TAC flux groupés) et des titres adossés à des créances hypothécaires à l'habitation liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation, déduction faite des gains sur les couvertures connexes;
- Une perte combinée de 108 M\$ (64 M\$ après impôts, ou 0,19 \$ par action) liée à la vente de certaines des activités américaines de la Banque CIBC à Oppenheimer Holdings Inc. (Oppenheimer), aux changements apportés à l'équipe de direction et au retrait de la CIBC de certaines autres activités et à leur restructuration.

Pour le premier trimestre de 2008, la perte nette, la perte diluée par action et la perte diluée par action (comptabilité de caisse) sont en opposition au bénéfice net de 884 M\$, au bénéfice dilué par action de 2,53 \$ et au bénéfice dilué par action (comptabilité de caisse) de 2,55 \$<sup>1</sup> du trimestre précédent, qui englobaient des éléments d'importance qui, regroupés, représentaient un bénéfice net de 0,25 \$ l'action.

« Nos pertes liées au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation sont bien décevantes et ne sont pas conformes à notre objectif stratégique d'un rendement constant et durable, affirme Gerald T. McCaughey, président et chef de la direction. Notre objectif est de voir à ce que la Banque CIBC poursuive le plan stratégique que nous avons établi et qui, depuis deux ans, a créé de la valeur pour nos actionnaires. »

### Le point sur les priorités d'entreprise

#### *Solidité de l'entreprise*

En dépit de la conjoncture défavorable qui a caractérisé le premier trimestre, les activités de détail de la Banque CIBC ont dans l'ensemble affiché une bonne tenue.

Marchés de détail CIBC a inscrit des revenus de 2 371 M\$, en hausse de 98 M\$, ou 4 %, par rapport au même trimestre du dernier exercice.

Au premier trimestre, le bénéfice net s'est établi à 657 M\$, une amélioration de 15% en regard de l'exercice précédent. Ce solide résultat a découlé de la croissance des volumes et de l'acquisition de FirstCaribbean International Bank, contrebalancées partiellement par la diminution des revenus de courtage.

La Banque CIBC a conservé ou amélioré sa part de marché dans la plupart des principaux secteurs de produits. Du côté du portefeuille des prêts aux particuliers, la part de marché, qui avait reculé au cours des trimestres antérieurs, s'est stabilisée, la CIBC ayant repositionné le profil de risque de ce portefeuille.

Marchés mondiaux CIBC a dégagé une perte de 2,2 G\$. Cette perte a découlé des baisses de valeur susmentionnées à l'égard de la protection contre le risque de crédit souscrite auprès de garants financiers et des pertes de valeur des TAC flux groupés et des titres adossés à des créances hypothécaires à l'habitation liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation.

La conjoncture et les conditions du marché liées aux garants financiers pourraient changer dans l'avenir, ce qui pourrait engendrer des pertes futures importantes.

La Banque CIBC a adopté plusieurs mesures en vue d'améliorer la convergence des activités de Marchés mondiaux avec l'objectif de rendement constant et durable de la CIBC.

La CIBC a réduit les activités de son segment de produits de crédits structurés dans lequel l'exposition au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation a pris naissance et a réduit graduellement les positions existantes. À plus grande échelle, la CIBC a rajusté la composition de ses activités en se retirant des entreprises qui ne respectaient pas totalement le profil de risque et la stratégie souhaités. Au cours du trimestre, la CIBC a conclu la vente de ses services bancaires d'investissement américains à Oppenheimer et s'est retirée des activités européennes de financement par effet de levier. La Banque CIBC a également transféré les activités du Groupe Entreprises à Marchés de détail CIBC, de façon à permettre à Marchés mondiaux CIBC de se concentrer sur ses activités essentielles liées aux marchés des capitaux d'emprunt et aux services bancaires d'investissement.

### *Productivité*

En plus de continuer d'investir et de positionner ses activités essentielles en vue de leur rendement à long terme, la Banque CIBC est fidèle à son engagement de réaliser son objectif stratégique d'un coefficient d'efficacité qui se situe à la médiane des grandes banques canadiennes.

L'objectif de la Banque CIBC pour 2008 consiste à garder ses frais aux niveaux annualisés du quatrième trimestre de 2006, exclusion faite de FirstCaribbean et de la restructuration aux États-Unis commencée en 2007.

Les frais pour le premier trimestre ont totalisé 1 761 M\$, une baisse par rapport à ceux de 1 874 M\$ du trimestre précédent, attribuable surtout à la diminution des frais liés aux droits à la plus-value des actions et à la baisse des coûts associés à la vente de certaines de nos activités américaines.

Au chapitre de la productivité, la Banque CIBC consacre ses efforts à l'amélioration de la croissance des revenus ainsi qu'au contrôle continu des frais.

### *Solidité du bilan*

La troisième priorité de la Banque CIBC est la solidité du bilan. Comme il a déjà été mentionné, la Banque CIBC met davantage l'accent sur cette priorité pour 2008, en raison de la conjoncture incertaine.

En janvier, la Banque CIBC a renforcé ses fonds propres en émettant des actions ordinaires pour un montant de 2,9 G\$, par voie d'un placement privé et d'une émission publique d'actions.

« L'amélioration de la position de nos fonds propres nous procure une zone de sécurité en prévision de toute détérioration supplémentaire de la conjoncture, notamment du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation où nous sommes présents, tout en nous permettant de continuer d'investir dans nos activités essentielles solides, ajoute M. McCaughey. Le succès du placement privé et de l'émission publique d'actions a un lien direct avec les perspectives à long terme de la Banque CIBC et la valeur inhérente que notre entreprise peut procurer. »

La solidité du bilan demeurera la principale priorité de la Banque CIBC en 2008.

## **Nomination de membres de l'équipe de direction**

Le 7 janvier, la Banque CIBC a annoncé la nomination de trois membres de la haute direction.

Tom Woods, anciennement chef des services financiers de la CIBC, a été nommé chef de la gestion du risque. M. Woods est un professionnel aguerri, qui a une compréhension approfondie du profil de risque de la Banque CIBC. Il se consacrera avant tout à effectuer une révision complète des processus de gestion du risque de la Banque CIBC.

David Williamson, auparavant chef de la direction d'Atlas Cold Storage et chef des services financiers de Clarica, compagnie d'assurance-vie, s'est joint le 10 janvier à la Banque CIBC à titre de chef des services financiers. M. Williamson possède de solides antécédents et une vaste expérience des institutions financières.

Richard Nesbitt, chef de la direction du Groupe TSX depuis 2004, occupera le poste de chef de la direction de Marchés mondiaux CIBC à compter du 29 février. M. Nesbitt aidera Marchés mondiaux CIBC à maintenir le cap sur la rentabilité et la prospérité de ses activités essentielles.

## **Apporter davantage aux collectivités**

La Banque CIBC maintient son engagement à appuyer des causes qui comptent pour ses clients, ses employés et les collectivités où elle exerce ses activités.

Le 5 décembre 2007, les employés de Marchés mondiaux CIBC et de CIBC Wood Gundy du monde entier ont récolté plus de 10,1 M\$ au profit de la Fondation pour l'enfance de Marchés mondiaux CIBC. La Journée du Miracle vient en aide aux organismes d'aide à l'enfance dans les collectivités partout dans le monde où Marchés mondiaux CIBC et CIBC Wood Gundy exercent leurs activités. En outre, la campagne Centraide 2007 de la Banque CIBC a permis de recueillir plus de 7,8 M\$ au Canada, notamment 2,9 M\$ en dons de sociétés. Plus de 10 000 employés et retraités au Canada ont donné leur temps ou de l'argent à la campagne.

---

<sup>1</sup> Pour plus de précisions, voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

Les investisseurs et les analystes peuvent obtenir de plus amples renseignements auprès de John Ferren, vice-président, Relations avec les investisseurs, au 416 980-2088. Les médias sont priés de s'adresser à Rob McLeod, premier directeur, Communications et affaires publiques, au 416 980-3714, ou à Mary Lou Frazer, première directrice, Communications financières et Communications avec les investisseurs, au 416 980-4111.

L'information figurant dans les pages qui suivent fait partie du présent communiqué de presse.

(Le conseil d'administration de la Banque CIBC a passé en revue le présent communiqué de presse avant sa publication. Le président et chef de la direction et le chef de la gestion du risque de la Banque CIBC s'appuient sur les procédures et contrôles de la Banque CIBC pour leur attestation du rapport financier du premier trimestre et des procédures et contrôles. Le chef de la direction et le chef de la gestion du risque de la Banque CIBC présenteront volontairement une attestation à la Securities and Exchange Commission quant à l'information financière du premier trimestre de la Banque CIBC, y compris les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ci-joints. Ils présenteront les mêmes attestations aux Autorités canadiennes en valeurs mobilières.)

## Table des matières

3	Modifications à la présentation de l'information financière	16	Siège social et autres
4	Un mot sur les énoncés prospectifs	18	Situation financière
5	Points saillants financiers du premier trimestre	20	Gestion du risque
6	Vue d'ensemble	33	Questions d'ordre comptable et contrôles
10	Rétrospective du rendement financier	34	États financiers consolidés intermédiaires
14	Marchés de détail CIBC	39	Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires
15	Marchés mondiaux CIBC		

## RAPPORT DE GESTION

---

Le rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés figurant dans le présent rapport trimestriel et avec le rapport de gestion de notre Reddition de comptes annuelle 2007. Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada et sont libellés en dollars canadiens. Le rapport de gestion est en date du 28 février 2008. D'autres renseignements concernant la CIBC peuvent être obtenus sur le site SEDAR, à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com) et sur le site de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis à l'adresse [www.sec.gov](http://www.sec.gov). Aucune information du site Web de la CIBC ([www.cibc.com/francais](http://www.cibc.com/francais)) n'est censée avoir été intégrée par renvoi aux présentes. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour la période considérée. Un glossaire des termes utilisés dans le présent rapport trimestriel figure aux pages 149 et 150 de notre Reddition de comptes annuelle 2007.

### Modifications à la présentation de l'information financière

Voici un sommaire des modifications à la présentation de l'information financière mises en œuvre au premier trimestre de 2008 :

- Nous avons adopté la ligne directrice *Convergence internationale de la mesure et des normes de fonds propres – Dispositif révisé*, connue sous le nom d'Accord de Bâle II. Se reporter à la section Gestion du risque pour plus de précisions.
- Nous avons transféré les services du Groupe Entreprises de Marchés mondiaux CIBC vers Marchés de détail CIBC. L'information des périodes précédentes a été retraitée.
- Nous avons fait passer le revenu lié à la titrisation des secteurs d'activité (cartes de crédit, prêts hypothécaires et crédit personnel) au poste Divers de Marchés de détail CIBC. L'information des périodes précédentes a été retraitée.
- Nous avons fait passer le revenu du Service Gestion-Conseil du segment Courtage de détail à celui de Gestion d'actifs, les deux faisant partie de Marchés de détail CIBC. L'information des périodes précédentes a été retraitée.
- Nous avons réparti la provision générale pour pertes sur créances entre les secteurs d'activité stratégiques (Marchés de détail CIBC et Marchés mondiaux CIBC). Avant 2008, la provision générale (à l'exception de celle liée à FirstCaribbean International Bank) faisait partie du poste Siège social et autres. L'information des périodes précédentes n'a pas été retraitée.
- Nous avons reclassé la provision pour pertes sur créances relative à la tranche non utilisée des facilités de crédit dans les autres passifs. Avant 2008, ce montant figurait dans la provision pour pertes sur créances. L'information des périodes précédentes n'a pas été retraitée.

## UN MOT SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

De temps à autre, nous faisons des énoncés prospectifs écrits ou oraux au sens de certaines lois en matière de valeurs mobilières, y compris le présent rapport, dans d'autres dépôts auprès d'organismes de réglementation canadiens ou de la SEC des États-Unis, et dans d'autres communications. Ces énoncés comprennent, sans toutefois s'y limiter, des déclarations dans les sections « Le point sur les priorités d'entreprise », « Vue d'ensemble – Événements importants », « Vue d'ensemble – Perspectives » et « Rétrospective du rendement financier – Impôts sur les bénéficiaires » du présent rapport de gestion et d'autres déclarations concernant nos activités, nos secteurs d'activité, notre situation financière, notre gestion des risques, nos priorités, nos cibles, nos objectifs permanents ainsi que nos stratégies et perspectives pour 2008 et les exercices subséquents. Ces énoncés se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes comme « croire », « prévoir », « compter », « s'attendre à », « estimer » et d'autres expressions de même nature et de verbes au futur et au conditionnel. De par leur nature, ces énoncés prospectifs nous obligent à faire des hypothèses, notamment des hypothèses économiques qui sont présentées dans la section « Perspectives » du présent rapport, et sont assujettis aux risques inhérents et aux incertitudes qui peuvent être de nature générale ou spécifique. Divers facteurs, dont nombre sont indépendants de notre volonté, influent sur nos activités, notre rendement et nos résultats et pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des résultats attendus dans les énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent : des changements d'ordre législatif ou réglementaire dans les territoires où nous sommes en exploitation; les changements apportés aux lignes directrices relatives au capital fondé sur les risques et aux directives d'information, et leur interprétation; l'issue de poursuites et des questions connexes; l'incidence de modifications des normes comptables et des règles et leur interprétation; les changements apportés au montant estimé des réserves et provisions; l'évolution des lois fiscales; la possibilité que le taux d'imposition réel normal que nous avons estimé ne se réalise pas; la situation ou les changements politiques; l'incidence possible de conflits internationaux et de la guerre au terrorisme, des catastrophes naturelles, des urgences en matière de santé publique, des perturbations occasionnées aux infrastructures des services publics et toute autre catastrophe sur nos activités; la fiabilité de tiers de fournir les infrastructures nécessaires à nos activités; l'exhaustivité et l'exactitude de l'information qui nous est fournie par nos clients et contreparties; le défaut de tiers de remplir leurs obligations envers nous ou nos sociétés affiliées; l'intensification de la concurrence livrée par des concurrents existants ou de nouveaux venus dans le secteur des services financiers; l'évolution des technologies; la tenue des marchés financiers mondiaux; les fluctuations des taux d'intérêt et de change; la conjoncture économique mondiale et celle du Canada, des États-Unis et d'autres pays où nous menons nos activités; les changements de prix et de taux du marché qui pourraient réduire la valeur des produits financiers; notre capacité à élaborer et à lancer des produits et services, à élargir nos canaux de distribution existants et à en créer de nouveaux, et à accroître les revenus que nous en tirons; les changements des habitudes des clients en matière de consommation et d'économie; et notre capacité à anticiper et à gérer les risques associés à ces facteurs. Cette énumération ne couvre pas tous les facteurs susceptibles d'influer sur nos énoncés prospectifs. Aussi, ces facteurs et d'autres doivent-ils éclairer la lecture des énoncés prospectifs sans toutefois que les lecteurs ne s'y fient indûment. Nous ne nous engageons à mettre à jour aucun énoncé prospectif du présent rapport ou d'autres communications, sauf si la loi l'exige.

# POINTS SAILLANTS FINANCIERS DU PREMIER TRIMESTRE

		Aux dates indiquées ou pour les trois mois terminés le			
Non vérifié		31 janv. 2008	31 oct. 2007	31 janv. 2007	
<b>Données relatives aux actions ordinaires</b>					
Par action	– (perte) bénéfice de base	(4,39)	\$ 2,55	\$ 2,13	\$
	– (perte) bénéfice de base (comptabilité de caisse) <sup>1</sup>	(4,36)	2,57	2,14	
	– (perte) bénéfice dilué(e)	(4,39)	2,53	2,11	
	– (perte) bénéfice dilué(e) (comptabilité de caisse) <sup>1</sup>	(4,36)	2,55	2,12	
	– dividendes	0,87	0,87	0,70	
	– valeur comptable	32,76	33,31	31,85	
Cours de l'action	– haut	99,81	103,30	102,00	
	– bas	64,70	87,00	88,96	
	– clôture	73,25	102,00	100,88	
Nombre d'actions en circulation (en milliers)	– moyen de base	338 732	334 849	336 486	
	– moyen dilué	340 811	337 927	339 942	
	– à la fin de la période	380 650	334 989	337 139	
Capitalisation boursière (en millions de dollars)		27 883	\$ 34 169	\$ 34 011	\$
<b>Mesures de valeur</b>					
	Ratio cours/bénéfice (sur 12 mois)	26,9	11,1	12,7	
	Rendement des actions (selon le cours de clôture de l'action)	4,7 %	3,4 %	2,8 %	
	Ratio dividendes/bénéfice	négl.	34,1 %	32,9 %	
	Cours/valeur comptable	2,24	3,06	3,17	
<b>Résultats financiers</b> (en millions de dollars)					
	Total des revenus	(521)	\$ 2 946	\$ 3 091	\$
	Dotation à la provision pour pertes sur créances	172	132	143	
	Frais autres que d'intérêts	1 761	1 874	1 943	
	(Perte nette) bénéfice net	(1 456)	884	770	
<b>Mesures financières</b>					
	Coefficient d'efficacité	négl.	63,6 %	62,9 %	
	Coefficient d'efficacité (comptabilité de caisse), base d'imposition équivalente (BIE) <sup>1</sup>	négl.	60,9 %	61,5 %	
	Rendement des capitaux propres	(52,9) %	30,3 %	27,1 %	
	Marge d'intérêts nette	1,33 %	1,45 %	1,33 %	
	Marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen	1,57 %	1,67 %	1,52 %	
	Rendement de l'actif moyen	(1,68) %	1,03 %	0,97 %	
	Rendement de l'actif productif d'intérêts moyen	(1,98) %	1,19 %	1,10 %	
	Rendement total des actionnaires	(27,3) %	11,2 %	16,0 %	
<b>Données du bilan et hors bilan</b> (en millions de dollars)					
	Encaisse, dépôts auprès d'autres banques et valeurs mobilières	99 411	\$ 100 247	\$ 108 482	\$
	Prêts et acceptations	171 090	170 678	159 530	
	Total des actifs	347 734	342 178	322 608	
	Dépôts	239 976	231 672	223 625	
	Capitaux propres des porteurs d'actions ordinaires	12 472	11 158	10 736	
	Actif moyen	344 528	340 236	316 122	
	Actif productif d'intérêts moyen	293 166	294 591	276 799	
	Capitaux propres moyens des porteurs d'actions ordinaires	11 181	11 191	10 474	
	Biens administrés	1 169 570	1 187 567	1 122 184	
<b>Mesures de qualité du bilan</b>					
	Actions ordinaires/actif pondéré en fonction du risque <sup>2</sup>	10,6 %	8,8 %	8,7 %	
	Actif pondéré en fonction du risque (en milliards de dollars) <sup>2</sup>	117,4 \$	127,4 \$	124,1 \$	
	Ratio des fonds propres de première catégorie <sup>2</sup>	11,4 %	9,7 %	9,6 %	
	Ratio du total des fonds propres <sup>2</sup>	15,2 %	13,9 %	14,1 %	
<b>Autres renseignements</b>					
	Ratio détail/gros <sup>3</sup>	71 % / 29 %	73 % / 27 %	74 % / 26 %	
	Effectif permanent	40 237	40 457	40 559	

1) Pour plus de précisions, voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

2) Le premier trimestre de 2008 repose sur le dispositif de Bâle II alors que les trimestres précédents reposaient sur la méthode Bâle I.

3) Le ratio représente le capital attribué aux secteurs d'activité à la fin de la période.

négl. Négligeable en raison de la perte nette.

## VUE D'ENSEMBLE

La perte nette s'est établie à 1 456 M\$ pour le trimestre, en regard du bénéfice net de 770 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 884 M\$ au trimestre précédent.

Nos résultats pour la période considérée ont été touchés positivement par les facteurs suivants :

- un montant de 171 M\$ (115 M\$ après impôts) découlant de l'incidence de la variation des écarts de taux sur l'évaluation à la valeur du marché de notre portefeuille de dérivés de crédit adossés aux prêts aux entreprises (128 M\$, 86 M\$ après impôts) et aux garants financiers (43 M\$, 29 M\$ après impôts);
- un montant de 56 M\$ représentant l'incidence d'éléments fiscaux importants.

Par ailleurs, nos résultats pour la période considérée ont été touchés négativement par les facteurs suivants :

- une charge de 2,28 G\$ (1,54 G\$ après impôts) à l'égard de la protection contre le risque de crédit souscrite auprès de ACA Financial Guaranty Corp. (ACA);
- une charge de 626 M\$ (422 M\$ après impôts) à l'égard de la protection contre le risque de crédit souscrite auprès de garants financiers autres que ACA;
- des pertes de 473 M\$ (316 M\$ après impôts) liées à l'évaluation à la valeur du marché des titres adossés à des créances avec flux groupés (TAC flux groupés) et des titres adossés à des créances hypothécaires à l'habitation liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation, déduction faite des gains sur les couvertures connexes;
- une perte combinée de 108 M\$ (64 M\$ après impôts) liée à la vente de certaines de nos activités américaines à Oppenheimer Holdings Inc. (Oppenheimer), aux changements apportés à l'équipe de direction et à notre retrait de certaines autres activités et à leur restructuration.

### Comparaison avec le premier trimestre de 2007

L'importante baisse de revenus par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent est principalement attribuable aux baisses de valeur de 2,9 G\$ liées au risque de crédit et à la perte de 473 M\$ liée à l'évaluation à la valeur du marché des créances liées au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation susmentionnées. Le rétrécissement des marges sur les produits de prêt au détail, la perte liée à la vente de certaines de nos activités américaines et la diminution des revenus des activités de Services de banque d'affaires ont également contribué à ce recul. Les revenus ont été avanta­gés par la hausse des gains sur dérivés de crédit, la croissance des volumes de produits de détail et l'incidence de l'acquisition de FirstCaribbean. La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté, en raison des recouvrements inférieurs associés aux portefeuilles de prêts aux entreprises. Les frais autres que d'intérêts ont diminué,

sous l'effet surtout de la baisse de la rémunération liée au rendement. La perte subie pour le trimestre s'est traduite par une économie d'impôts.

### Comparaison avec le quatrième trimestre de 2007

L'importante baisse de revenus est en grande partie imputable aux baisses de valeur susmentionnées de 2,9 G\$ liées au risque de crédit. Le gain de 456 M\$ lié à Visa réalisé au trimestre précédent, ainsi que, pour le trimestre considéré, la baisse des revenus de Services de banque d'affaires et la perte liée à la vente de certaines de nos activités américaines ont également contribué à ce recul. Les revenus ont été avanta­gés par la hausse des gains sur les dérivés de crédit. La dotation à la provision pour pertes sur créances a connu une hausse, en raison surtout des recouvrements inférieurs et des pertes supérieures associés au portefeuille de prêts aux entreprises. Les frais autres que d'intérêts ont régressé, du fait de la majoration des frais associés à la vente de certaines de nos activités américaines au trimestre précédent. La perte subie pour le trimestre a donné lieu à une économie d'impôts.

Nos résultats pour les périodes précédentes ont été touchés par les éléments suivants :

#### Quatrième trimestre de 2007

- Des baisses de valeur de 463 M\$ (302 M\$ après impôts) liées à l'évaluation à la valeur du marché des TAC flux groupés et des créances hypothécaires liées au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation;
- un gain de 456 M\$ (381 M\$ après impôts et participation minoritaire) lié à la restructuration de Visa à l'échelle mondiale (gain lié à Visa);
- des frais de 47 M\$ (26 M\$ après impôts) liés à la vente de certaines de nos activités américaines à Oppenheimer Holdings Inc. (Oppenheimer);
- un montant de 27 M\$ (22 M\$ après impôts) au titre de la reprise nette sur les provisions pour les questions judiciaires;
- un montant de 17 M\$ (11 M\$ après impôts) représentant l'incidence positive des écarts de taux des dérivés.

#### Premier trimestre de 2007

- Un montant de 6 M\$ (4 M\$ après impôts) représentant l'incidence négative des écarts de taux des dérivés.

### Événements importants

#### **Vente de certaines de nos activités américaines**

En date du 1<sup>er</sup> janvier 2008, nous avons vendu à Oppenheimer nos services bancaires d'investissement, nos activités de financement par effet de levier, nos activités de négociation d'actions et nos activités sur des marchés de titres de créances connexes exercées aux États-Unis, ainsi que nos services bancaires d'investissement et nos activités de négociation d'actions en Israël (les « activités cédées »). Au cours du trimestre, nous avons inscrit une perte de

80 M\$ liée à la vente. La vente à Oppenheimer de certaines autres activités liées aux marchés des capitaux d'emprunt américains, que nous exerçons au Royaume-Uni et en Asie, devrait être conclue au deuxième trimestre de 2008.

Les droits au titre de l'octroi d'actions subalternes de la CIBC détenues par les employés mutés chez Oppenheimer continueront d'être acquis conformément aux dispositions originales. Pour soutenir cette entente de rémunération, Oppenheimer remboursera à la CIBC le coût de l'octroi d'actions subalternes au fur et à mesure que les droits seront acquis, moment auquel nous comptabiliserons les remboursements dans le revenu autre que d'intérêts.

La cession ne devrait pas avoir une incidence importante sur nos résultats d'exploitation courants.

### Risque non couvert lié au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation

Nos placements dans des TAC flux groupés et des titres adossés à des créances hypothécaires à l'habitation ainsi

### Risque couvert lié au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation et autres risques liés aux garants financiers

Notre exposition au risque lié au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation est couverte auprès de garants financiers et d'autres contreparties. Le tableau suivant présente les montants nominaux de référence et les justes valeurs de la protection souscrite par la contrepartie. La juste valeur, déduction faite de rajustements de valeur, est incluse dans les instruments dérivés présentés dans les autres actifs du bilan consolidé.

En millions de dollars US, au 31 janvier 2008

	Notations de crédit (au 26 février 2008)			Liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation	
	Standard and Poor's	Moody's Investor Services	Fitch Ratings	Montant nominal de référence	Juste valeur des contrats de dérivés <sup>1</sup>
				A	B
<b>Garants financiers</b>					
# I	A- <sup>2</sup>	A3	A <sup>2</sup>	2 628 \$	1 508 \$
# II	AAA	Aaa <sup>2</sup>	AAA <sup>2</sup>	628	556
# III	A <sup>3</sup>	A3 <sup>2</sup>	AA <sup>2</sup>	566	362
# IV	AAA <sup>2</sup>	Aaa <sup>2</sup>	AA <sup>2</sup>	549	217
# V	AAA	Aaa	AAA <sup>2</sup>	85	-
# VI <sup>4</sup>	CCC <sup>3</sup>	-	-	3 453	2 353
				7 909	4 996
<b>Autre contrepartie</b>					
# VII <sup>5</sup>	AA	Aa <sup>2</sup>	AA <sup>2</sup>	591	182
<b>Total de l'exposition couverte liée au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation</b>				<b>8 500 \$</b>	<b>5 178 \$</b>

1) Avant rajustement de la valeur.

2) Fait l'objet d'une surveillance de crédit assortie d'incidences négatives.

3) Fait l'objet d'une surveillance de crédit.

4) ACA. Pour plus de précisions, se reporter à la description ci-après.

5) Importante société américaine de services financiers et d'assurance multinationale diversifiée avec laquelle la CIBC a conclu des ententes de garantie standard.

### *Garants financiers*

Au cours du trimestre, nous avons imputé 2,30 G\$ US (2,28 G\$) au titre des contrats de couverture de ACA (dont 30 M\$ US (30 M\$) au titre de contrats non liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation qui ont été dénoués au cours du trimestre), par suite de la baisse de sa cote à une cote inférieure. Au 31 janvier 2008, la juste valeur des contrats de dérivés conclus avec ACA totalisait 70 M\$ US (70 M\$), déduction faite du rajustement de valeur. Le rendement des actifs sous-jacents et celui de ACA pourrait entraîner des imputations supplémentaires.

Nous sommes également exposés à 10 autres garants financiers et les actifs sous-jacents en cause ne sont pas liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation. La juste valeur de cette exposition s'établissait à 885 M\$ US (888 M\$) au 31 janvier 2008. La juste valeur du risque le plus important lié à tout garant financier s'élevait à 219 M\$ US (220 M\$).

Nous avons imputé un montant de 624 M\$ US (626 M\$) à l'égard de notre exposition aux garants financiers afin de hausser nos rajustements de valeur à 648 M\$ US (650 M\$) au 31 janvier 2008. La méthode utilisée pour calculer ses rajustements de valeur (à l'exclusion de ACA) a été changée au cours du premier trimestre pour tenir compte des écarts de taux observés sur le marché. La conjoncture et les conditions du marché liées à ces contreparties pourraient changer dans l'avenir, ce qui pourrait engendrer des pertes futures importantes.

Parmi les éléments qui réduisent l'exposition à ces garants financiers (à l'exclusion de ACA), notons les couvertures de crédit dont le montant nominal de référence s'établit à 525 M\$ US (527 M\$) et la juste valeur de 63 M\$ US (63 M\$) au 31 janvier 2008. Au cours du trimestre, nous avons constaté un gain de 42 M\$ US (43 M\$) au titre de ces couvertures.

### **Facilités de trésorerie sur les fonds multicédants de papier commercial adossés à des créances (PCAC)**

Au 31 janvier 2008, nous détenons du papier commercial adossé à des actifs émis par des fonds multicédants que nous soutenons totalisant 1,0 G\$ (3,1 G\$, au 31 octobre 2007). Nous détenons également une participation d'une valeur nominale de 358 M\$, (358 M\$ au 31 octobre 2007), dans des titres de PCAC non soutenus par des banques, qui sont assujettis à la « Proposition de Montréal ». Au cours du trimestre, nous avons constaté dans l'état des résultats consolidé des pertes de 8 M\$ à l'égard de certains titres de PCAC non soutenus par des banques. La juste valeur estimative des titres restants a fait l'objet de fluctuations défavorables de 75 M\$, montant qui a été constaté dans les autres éléments du résultat étendu.

Au 31 janvier 2008, les facilités de garantie de liquidité consenties par la CIBC aux fonds multicédants de PCAC totalisaient 14,8 G\$ (17,3 G\$ au 31 octobre 2007). Environ 94% (92 % au 31 octobre 2007) des facilités ont été consenties aux fonds multicédants de PCAC soutenus par la Banque CIBC au Canada.

### **Facteurs de risque liés aux rajustements de la juste valeur**

À notre avis, nous avons rajusté la juste valeur adéquatement et effectué les baisses de valeur appropriées jusqu'à maintenant. Le calcul des rajustements de la juste valeur et des baisses de valeur exige que nous fondions nos estimations sur les processus comptables et sur le jugement de la direction. Nous évaluons de façon continue le caractère adéquat des rajustements de la juste valeur et des baisses de valeur. Les montants des rajustements de la juste valeur et des baisses de valeur pourraient être modifiés si des événements le justifient.

### **Capital-actions émis**

Au cours du trimestre, nous avons émis 45,3 millions d'actions ordinaires pour un produit net de 2,9 G\$, par voie d'un placement privé et d'une émission publique d'actions.

#### *Placement privé*

Nous avons émis 23,9 millions d'actions ordinaires pour un produit net de 1,5 G\$ à un groupe d'investisseurs institutionnels, dont Société Financière Manuvie, La Caisse de dépôt et placement du Québec, Cheung Kong (Holdings) Ltd. et OMERS Administration Corporation.

Les actions achetées dans le cadre du placement privé ne peuvent être revendues avant l'expiration d'une période de détention de quatre mois commençant à la date d'émission, sauf aux termes de certaines dispenses et de l'obligation de conformité aux autres exigences des lois sur les valeurs mobilières applicables.

#### *Émission publique d'actions*

Nous avons émis 21,4 millions d'actions ordinaires pour un produit net de 1,4 G\$.

### **Retrait de certaines activités**

Étant donné la conjoncture incertaine et l'attention que nous portons aux activités essentielles de Marchés mondiaux CIBC, nous nous retirons des activités européennes de financement par effet de levier et avons réduit nos activités de crédit structurées qui étaient à l'origine de notre exposition au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation. Les risques inhérents à ces activités sont actuellement gérés par une équipe spécialisée, indépendante des activités courantes de Marchés mondiaux CIBC, qui a le mandat de réduire les risques résiduels.

### **Visa Inc.**

Le 25 février 2008, Visa Inc. a annoncé son intention de lancer un premier appel public à l'épargne visant ses actions de catégorie A à un prix situé entre 37 \$ US et 42 \$ US l'action, ce qui suggère que la juste valeur de nos actions de Visa est de 80 M\$ à 130 M\$ inférieure à la valeur comptable. Par conséquent, si le premier appel public à l'épargne et le rachat obligatoire d'une partie de nos actions (qui devraient représenter environ 50 % de

notre participation) se produisent au deuxième trimestre de 2008, il est probable que nous comptabilisons une perte à la vente de ces actions. Par ailleurs, au cours du deuxième trimestre, nous évaluerons la mesure dans laquelle nous devons comptabiliser une perte de valeur durable sur le reste de nos actions. Le montant des pertes que nous comptabiliserons subira l'effet du premier appel public à l'épargne ainsi que du processus de rajustement final, qui pourraient avoir une incidence positive ou négative sur le nombre d'actions que nous détenons.

#### **Perspectives**

Au premier semestre de 2008, en raison de la récession qui semble imminente aux États-Unis, le ralentissement de l'économie canadienne et la faiblesse des exportations devraient freiner la croissance. Nous prévoyons que les économies des deux côtés de la frontière devraient retrouver un rythme de croissance modéré au deuxième semestre de 2008, qui devrait être soutenue par les importantes réductions des taux d'intérêt des banques centrales et par les incitatifs fiscaux. La vigueur des marchés mondiaux des ressources et la stabilité du marché de l'habitation devraient permettre à l'économie canadienne de surclasser l'économie des États-Unis.

Marchés de détail CIBC devrait tirer profit des taux de chômage toujours bas, de la baisse des taux d'intérêt et de la santé des marchés de l'habitation, qui favorisent la croissance des prêts et des dépôts. Un ralentissement de la hausse des prix de l'immobilier pourrait freiner les taux de croissance des prêts hypothécaires. Les améliorations apportées au profil de risque du portefeuille de prêts de détail non garantis devraient continuer de nous avantager.

Quant à Marchés mondiaux CIBC, la mollesse du marché boursier et les préoccupations au sujet du risque de crédit, qui nuisent aux opérations par emprunt à l'échelle mondiale, endigueront vraisemblablement l'activité de fusions et d'acquisitions et de négociation d'actions. Nous prévoyons que la demande de prêts augmentera, les investisseurs étant moins friands de papier commercial. L'atonie de la croissance économique aux États-Unis et la vigueur du dollar canadien pourraient laisser présager une période moins clémente pour certains secteurs de l'économie canadienne, en termes de risque de crédit.

## RÉTROSPECTIVE DU RENDEMENT FINANCIER

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le		
	31 janv. 2008	31 oct. 2007	31 janv. 2007
Revenu net d'intérêts	1 154 \$	1 240 \$	1 059 \$
Revenu autre que d'intérêts	(1 675)	1 706	2 032
Total du revenu	(521)	2 946	3 091
Dotation à la provision pour pertes sur créances	172	132	143
Frais autres que d'intérêts	1 761	1 874	1 943
(Perte) bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	(2 454)	940	1 005
(Bénéfice) charge d'impôts sur les bénéfices	(1 002)	45	231
Participations sans contrôle	4	11	4
Bénéfice (perte) net(te)	(1 456) \$	884 \$	770 \$

### Revenu net d'intérêts

Le revenu net d'intérêts a augmenté de 95 M\$, ou 9 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison surtout de la croissance des volumes de produits de détail, de l'incidence de l'acquisition de FirstCaribbean et des baisses de valeur moindres liées à l'évaluation à la valeur du marché des couvertures de juste valeur désignées. Les marges favorables liées aux dépôts ont également contribué à cette hausse. Ces majorations ont été en partie réduites par le rétrécissement des marges sur les produits de prêt de détail.

Le revenu net d'intérêts a reculé de 86 M\$, ou 7 %, par rapport au trimestre précédent, sous l'effet surtout de la baisse du revenu de dividende sur les valeurs du compte de négociation et du revenu tiré des frais sur les prêts hypothécaires, contrebalancée partiellement par l'augmentation des volumes des produits de prêt de détail. Les marges favorables sur les prêts hypothécaires et les dépôts ont été principalement annulées par la compression des marges sur le crédit personnel et sur les cartes de crédit.

### Revenu autre que d'intérêts

Le revenu autre que d'intérêt a été inférieur de 3 707 M\$ à celui du même trimestre de 2007, en raison principalement de la charge à l'égard de la protection de crédit souscrite auprès de garants financiers et des baisses de valeur liées à l'évaluation à la valeur du marché des titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation. Les titres disponibles à la vente ont affiché des gains inférieurs et ont donné lieu à des baisses de valeur plus importantes au cours du trimestre. En outre, la perte liée à la vente de certaines de nos activités américaines, et le revenu inférieur tiré des opérations de couverture portant sur les attributions de droits à la plus-value des actions (DPVA), le financement immobilier américain et le courtage de détail ont contribué à ce repli. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par les gains sur les dérivés de crédit découlant de l'accentuation progressive des écarts de taux.

Le revenu autre que d'intérêts a régressé de 3 381 M\$ en comparaison du trimestre précédent, sous l'effet principalement de la baisse de valeur à l'égard de la protection de crédit souscrite auprès de garants financiers, et du gain lié à Visa réalisé au trimestre précédent. Les titres disponibles à la vente ont dégagé des gains inférieurs et ont fait l'objet de baisses de valeur plus importantes au cours du trimestre. De plus, la perte liée à la vente de certaines de nos activités américaines et la diminution du revenu tiré des opérations de couverture portant sur les DPVA ont accentué ce recul. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par les gains supérieurs sur les dérivés de crédit découlant de l'élargissement progressif des écarts de taux.

### Dotation à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances a connu une hausse de 29 M\$, ou 20 %, en regard du premier trimestre de 2007, attribuable surtout à la diminution des recouvrements associés au portefeuille de prêts aux entreprises et de pertes plus importantes sur les portefeuilles de cartes en raison de la croissance des volumes.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a connu une hausse de 40 M\$, ou 30 %, en regard du trimestre précédent, attribuable surtout à la diminution des recouvrements et à la hausse des pertes associés au portefeuille de prêts aux entreprises.

### Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont été inférieurs de 182 M\$, ou 9 %, à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent, du fait surtout de la diminution de la rémunération liée au rendement, des frais liés aux DPVA et de la provision pour les questions judiciaires, contrebalancée en partie par l'incidence de l'acquisition de FirstCaribbean.

Les frais autres que d'intérêts ont reculé de 113 M\$, ou 6 %, par rapport au trimestre précédent, les frais liés aux DPVA ayant été plus bas et les frais liés à la vente de certaines de nos activités américaines au cours du trimestre précédent, plus élevés. En outre, les frais liés au matériel informatique et à la publicité, ainsi que les taxes d'affaires et les impôts et taxes sur le capital ont diminué au cours du trimestre. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la reprise nette sur les provisions pour les questions judiciaires du trimestre précédent.

### Impôts sur les bénéfices

Une économie d'impôts sur les bénéfices de 1 002 M\$ a été réalisée, comparativement à la charge de 231 M\$ inscrite au trimestre correspondant de 2007 et à la charge de 45 M\$ du trimestre précédent. Cette économie est attribuable à la perte subie au cours du trimestre, et englobe un montant de 63 M\$ représentant l'incidence positive du report en arrière d'une dette fiscale calculée selon les taux supérieurs prévus par la loi pour les exercices précédents.

Le taux de recouvrement fiscal réel a atteint 40,8 % pour le trimestre en regard du taux d'imposition réel de 23,0 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 4,8 % pour le trimestre précédent.

Le taux de recouvrement fiscal réel rajusté et les taux de recouvrement selon la base d'imposition équivalente (BIE) pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008 se sont établis respectivement à 38,5 %<sup>1</sup> et 37,0 %<sup>1</sup>.

Bien que les taux varient d'un trimestre à l'autre, nous estimons actuellement que le taux d'imposition réel durable rajusté se situera entre 20 % et 23 %, et que le taux d'imposition BIE durable rajusté se situera entre 24 % et 27 %. Ces taux sont déterminés en fonction des bénéfices estimatifs dans différentes administrations à court terme et en fonction des taux d'imposition en vigueur prévus dans ces administrations. L'incidence des éléments non récurrents est exclue.

## Change

Nos résultats libellés en dollars américains ont subi l'incidence des fluctuations des taux de change du dollar américain par rapport au dollar canadien. Le dollar canadien s'est apprécié de 14 % en moyenne par rapport au dollar américain en regard du premier trimestre de 2007, ce qui a donné lieu à une diminution de 70 M\$ de la valeur convertie des bénéfices des établissements dont la monnaie de fonctionnement est le dollar américain.

1) Pour plus de précisions, voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

## Revue de l'information financière trimestrielle

En millions de dollars, sauf les données par action, pour les trois mois terminés le	2008			2007		2006		
	31 janv.	31 oct.	31 juillet	30 avril	31 janv.	31 oct.	31 juillet	30 avril
<b>Revenus</b>								
Marchés de détail CIBC	2 371 \$	2 794 \$	2 386 \$	2 309 \$	2 273 \$	2 171 \$	2 164 \$	2 094 \$
Marchés mondiaux CIBC	(2 957)	5	455	606	662	572	551	488
Siège social et autres	65	147	138	135	156	147	111	195
<b>Total des revenus</b>	<b>(521)</b>	2 946	2 979	3 050	3 091	2 890	2 826	2 777
<b>Dotations à la provision</b>								
pour pertes sur créances	172	132	162	166	143	92	152	138
Frais autres que d'intérêts	1 761	1 874	1 819	1 976	1 943	1 892	1 883	1 836
<b>(Perte) bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle</b>	<b>(2 454)</b>	940	998	908	1 005	906	791	803
<b>Charge (économie) d'impôts sur les bénéfices</b>	<b>(1 002)</b>	45	157	91	231	87	125	190
Participations sans contrôle	4	11	6	10	4	-	4	28
<b>Bénéfice net (perte nette)</b>	<b>(1 456) \$</b>	884 \$	835 \$	807 \$	770 \$	819 \$	662 \$	585 \$
<b>Par action :</b>								
Bénéfice de base (perte de base)	(4,39) \$	2,55 \$	2,33 \$	2,29 \$	2,13 \$	2,34 \$	1,88 \$	1,65 \$
Bénéfice dilué (perte diluée) <sup>1</sup>	(4,39) \$	2,53 \$	2,31 \$	2,27 \$	2,11 \$	2,32 \$	1,86 \$	1,63 \$

1) En cas de perte, l'incidence des options sur actions pouvant être exercées sur le bénéfice dilué (la perte diluée) par action sera antidilutive; c'est pourquoi le bénéfice (la perte) de base par action et le bénéfice dilué (la perte diluée) par action seront identiques.

Les facteurs saisonniers ont eu une incidence modérée sur nos résultats trimestriels. Le premier trimestre est généralement caractérisé par une hausse des achats par carte de crédit pendant la période des Fêtes. Le deuxième trimestre compte moins de jours comparativement aux autres trimestres, ce qui engendre une diminution du bénéfice. Pendant les mois d'été (juillet – troisième trimestre et août – quatrième trimestre), les niveaux d'activité sur les marchés financiers sont généralement à la baisse, ce qui a une incidence sur nos activités de courtage, de gestion de placements et de gros.

L'acquisition de FirstCaribbean a donné lieu à une majoration des revenus de Marchés de détail CIBC depuis 2007. De plus, les revenus ont été particulièrement élevés au quatrième trimestre en raison du gain lié à Visa. Les

revenus de Marchés mondiaux CIBC ont été touchés négativement depuis le troisième trimestre de 2007 par les baisses de valeur liées à l'évaluation à la valeur du marché des TAC flux groupés et des titres adossés à des créances hypothécaires à l'habitation, et, particulièrement au cours du trimestre courant, par les baisses de valeur à l'égard de la protection de crédit souscrite auprès de garants financiers, y compris ACA. Les revenus de change découlant du rapatriement du capital et des bénéfices non répartis tirés de nos activités étrangères ont engendré une augmentation des revenus de Siège social et autres au deuxième trimestre de 2006, alors que la déconsolidation d'une entité à détenteurs de droits variables (EDDV) a donné lieu à une baisse des revenus au troisième trimestre de 2006.

Les provisions liées au crédit de détail ont légèrement augmenté en 2007, du fait surtout des pertes plus importantes subies par le portefeuille de cartes, attribuables aux volumes plus importants, et de l'acquisition de FirstCaribbean. Les recouvrements et les reprises associés aux prêts aux entreprises ont reculé, comparativement aux niveaux élevés atteints dans le passé. Les reprises de la provision générale ont été incluses dans les résultats des deuxièmes trimestres de 2007 et de 2006 et du quatrième trimestre de 2006.

Les frais autres que d'intérêts ont été plus élevés en 2007 en raison de l'acquisition de FirstCaribbean. La rémunération liée au rendement a diminué depuis le troisième trimestre de 2007. La reprise nette sur les provisions pour les questions judiciaires a également entraîné des frais inférieurs au troisième et au quatrième trimestres de 2007.

Une économie d'impôts sur les bénéfices a été réalisée au premier trimestre de 2008, du fait de la perte subie au

cours du trimestre. Des recouvrements d'impôts sur les bénéfices liés au règlement favorable de diverses vérifications fiscales et aux éventualités d'ordre fiscal moindres ont été constatés dans les résultats des trois derniers trimestres de 2007 et de 2006. En règle générale, le revenu exonéré d'impôts a progressé tout au long de la période, les dividendes exonérés d'impôts reçus aux quatrièmes trimestres de 2007 et de 2006 ayant été plus élevés. Les résultats du dernier trimestre de 2007 ont tiré profit du taux d'imposition moindre sur le gain lié à Visa, et les résultats des deux derniers trimestres de 2007 ont été favorisés par un taux d'imposition plus faible sur la reprise nette sur les provisions pour les questions judiciaires. La charge d'impôts liée au rapatriement du capital et des bénéfices non répartis tirés de nos activités étrangères est également comprise dans les résultats du quatrième trimestre de 2007 et du deuxième trimestre de 2006.

## Mesures non conformes aux PCGR

Nous recourons à différentes mesures financières pour évaluer le rendement de nos secteurs d'activité. Certaines mesures sont calculées conformément aux PCGR, tandis que d'autres n'ont pas de signification standardisée en vertu des PCGR et ne peuvent donc pas être comparées à des mesures similaires utilisées par d'autres sociétés. Ces mesures non conformes aux PCGR peuvent être utiles aux investisseurs pour l'analyse du rendement financier. Pour plus de renseignements sur nos mesures non conformes aux PCGR, se reporter à la page 45 de la Reddition de comptes annuelle 2007.

Le tableau suivant présente un rapprochement entre les mesures non conformes aux PCGR et les mesures conformes aux PCGR se rapportant à la CIBC consolidée. Les rapprochements des mesures non conformes aux PCGR par secteurs d'activité sont présentés dans leur section respective.

En millions de dollars, sauf les données par action		Pour les trois mois terminés le		
		31 janv. 2008	31 oct. 2007	31 janv. 2007
Revenu net d'intérêts		1 154 \$	1 240 \$	1 059 \$
Revenu autre que d'intérêts		(1 675)	1 706	2 032
Total des revenus présentés selon les états financiers	A	(521)	2 946	3 091
Rajustement de la BIE	B	61	116	62
Total des revenus (BIE) <sup>1</sup>	C	(460) \$	3 062 \$	3 153 \$
Frais autres que d'intérêts présentés selon les états financiers	D	1 761 \$	1 874 \$	1 943 \$
Moins : amortissement des autres actifs incorporels		10	11	5
Frais autres que d'intérêts - comptabilité de caisse <sup>1</sup>	E	1 751 \$	1 863 \$	1 938 \$
(Perte) bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle présenté(e) selon les états financiers	F	(2 454) \$	940 \$	1 005 \$
Rajustement de la BIE	B	61	116	62
(Perte) bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle présenté(e) (BIE) <sup>1</sup>	G	(2 393) \$	1 056 \$	1 067 \$
Impôts sur les bénéfices déclarés présentés selon les états financiers	H	(1 002) \$	45 \$	231 \$
Rajustement de la BIE	B	61	116	62
Autres rajustements fiscaux	I	56	75	-
Impôts sur les bénéfices rajustés <sup>1</sup>	J	(885) \$	236 \$	293 \$
(Perte nette) bénéfice net applicable aux actions ordinaires	K	(1 486) \$	854 \$	716 \$
Ajouter : effet après impôts de l'amortissement des autres actifs incorporels		8	8	4
(Perte nette) bénéfice net applicable aux actions ordinaires - comptabilité de caisse <sup>1</sup>	L	(1 478) \$	862 \$	720 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires de base (en milliers)	M	338 732	334 849	336 486
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées (en milliers)	N	340 811	337 927	339 942
Coefficient d'efficacité - comptabilité de caisse (BIE) <sup>1</sup>	E/C	négl.	60,9 %	61,5 %
Taux d'imposition réel déclaré (BIE) <sup>1,2</sup>	(H+B)/G	39,3 %	15,2 %	27,5 %
Taux d'imposition réel rajusté <sup>1,2</sup>	(H+I)/F	38,5 %	12,8 %	23,0 %
Taux d'imposition réel rajusté (BIE) <sup>1,2</sup>	J/G	37,0 %	22,3 %	27,5 %
(Perte) bénéfice de base par action - comptabilité de caisse <sup>1</sup>	L/M	(4,36) \$	2,57 \$	2,14 \$
(Perte) bénéfice dilué par action - comptabilité de caisse <sup>1,3</sup>	L/N	(4,36) \$	2,55 \$	2,12 \$

1) Mesures non conformes aux PCGR.

2) Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008, représente les taux de recouvrement d'impôt applicables à la perte avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle.

3) En cas de perte, l'incidence des options sur actions pouvant être exercées sur le bénéfice dilué (la perte diluée) par action sera antidilutive; c'est pourquoi le bénéfice (la perte) de base par action et le bénéfice dilué (la perte diluée) par action seront identiques.

négl. Négligeable en raison de la perte nette.

## MARCHÉS DE DÉTAIL CIBC

**Marchés de détail CIBC** comprend les activités de détail et de gestion des avoirs de la CIBC. Nous offrons une gamme complète de produits et services financiers à des particuliers, à des PME et aux clients de Groupe Entreprises, ainsi que des services de gestion de placements à des clients de détail et à des clients institutionnels partout dans le monde.

### Résultats<sup>1</sup>

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le		
	31 janv. 2008	31 oct. 2007	31 janv. 2007
<b>Revenus</b>			
Services bancaires personnels et PME	544 \$	546 \$	517 \$
Service Impérial	244	242	237
Courtage de détail	276	282	302
Cartes	423	809	410
Prêts hypothécaires et crédit personnel	319	321	381
Gestion d'actifs	120	123	123
Groupe Entreprises	126	142	121
FirstCaribbean	126	174	50
Divers	193	155	132
<b>Total des revenus (a)</b>	<b>2 371</b>	<b>2 794</b>	<b>2 273</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	155	150	148
Frais autres que d'intérêts (b)	1 353	1 402	1 353
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	863	1 242	772
Charge d'impôts	202	271	198
Participations sans contrôle	4	11	4
<b>Bénéfice net (c)</b>	<b>657 \$</b>	<b>960 \$</b>	<b>570 \$</b>
Coefficient d'efficacité (b/a)	57,1 %	50,2 %	59,6 %
Amortissement des autres actifs incorporels (d)	8 \$	8 \$	3 \$
Coefficient d'efficacité (comptabilité de caisse) <sup>2</sup> ((b-d)/a)	56,7 %	49,9 %	59,4 %
Rendement des capitaux propres <sup>2</sup>	54,0%	76,1%	53,8%
Montant au titre du capital économique <sup>2</sup> (e)	(156) \$	(159) \$	(137) \$
Bénéfice économique <sup>2</sup> (c+e)	501 \$	801 \$	433 \$
Effectif permanent	27 984	27 659	27 758

1) Pour de l'information sectorielle additionnelle, se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.

2) Pour plus de précisions, voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

### Aperçu financier

Le bénéfice net a augmenté de 87 M\$, ou 15 %, en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent. La croissance des volumes, la hausse des revenus de trésorerie répartis et l'acquisition de FirstCaribbean, contrebalancées en partie par le rétrécissement des marges sur produits de prêts et la diminution des revenus de courtage, ont contribué à l'augmentation du bénéfice net.

Le bénéfice net a chuté de 303 M\$, ou 32 %, par rapport au trimestre précédent, surtout en raison du gain lié à Visa de 456 M\$ compris dans le trimestre précédent.

### Revenus

Les revenus de FirstCaribbean sont inclus à partir de la date d'acquisition du 22 décembre 2006. Avant cette date, FirstCaribbean était comptabilisée à la valeur de consolidation et les revenus étaient inclus au poste divers.

Les revenus ont progressé de 98 M\$, ou 4 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les revenus de Services bancaires personnels et PME ont augmenté de 27 M\$, surtout en raison de la croissance des volumes et des marges sur dépôts favorables.

La diminution de 26 M\$ des revenus du Courtage de détail s'explique surtout par la réduction des activités de négociation et des nouvelles émissions, neutralisée en partie par la montée des revenus d'honoraires engendrée par la hausse des valeurs des actifs.

Les revenus du segment Cartes ont augmenté de 13 M\$ en raison de la croissance des volumes, partiellement contrebalancée par le rétrécissement des marges.

Les revenus du segment Prêts hypothécaires et crédit personnel ont diminué de 62 M\$, surtout en raison du rétrécissement des marges, contrebalancé en partie par la croissance des volumes et la hausse des revenus tirés des frais liés aux prêts hypothécaires.

Les revenus Divers ont progressé de 61 M\$, surtout en raison de la hausse des revenus de trésorerie répartis.

Les revenus ont fléchi de 423 M\$, ou 15 %, en regard du trimestre précédent.

La baisse de 386 M\$ des revenus du segment Cartes est essentiellement attribuable au gain lié à Visa de 404 M\$ au trimestre précédent. À l'exclusion du gain lié à Visa, les revenus ont augmenté surtout en raison de la croissance des volumes, contrebalancée en partie par le rétrécissement des marges.

Les revenus du segment Prêts hypothécaires et crédit personnel ont diminué de 2 M\$. Les revenus du segment Prêts hypothécaires ont augmenté de 5 M\$, principalement en raison des marges favorables et de la croissance des volumes, contrebalancées en partie par la diminution des revenus tirés des frais. Les revenus du segment Crédit personnel ont diminué de 7 M\$, surtout en raison du rétrécissement des marges, contrebalancé en partie par la diminution des commissions de vente internes versées à Services bancaires personnels et PME.

Les revenus de Groupe Entreprises ont reculé de 16 M\$, essentiellement en raison des recouvrements liés aux intérêts et aux revenus tirés des frais au trimestre précédent et du recul des revenus d'honoraires.

Les revenus de FirstCaribbean ont décliné de 48 M\$, surtout en raison du gain lié à Visa au trimestre précédent.

Les revenus du segment Divers ont progressé de 38 M\$ surtout en raison de la hausse des revenus de trésorerie répartis.

### Dotation à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances a connu une hausse de 7 M\$, ou 5 %, en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de l'augmentation des pertes dans le portefeuille de cartes découlant de la croissance des volumes, et de la diminution des recouvrements et des reprises du Groupe Entreprises, contrebalancées en partie par des pertes moindres dans le portefeuille de prêts personnels.

La dotation à la provision pour pertes sur créance a augmenté de 5 M\$, ou 3 %, par rapport au trimestre

précédent, essentiellement en raison de la hausse des pertes dans le portefeuille des prêts aux PME.

### Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont été comparables à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent, et les hausses des frais liés à l'acquisition de FirstCaribbean ont été en grande partie neutralisées par la diminution de la rémunération liée au rendement, des impôts et taxes sur le capital, des taxes d'affaires et des coûts de soutien du siège social.

Les frais autres que d'intérêts ont fléchi de 49 M\$, ou 3 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui s'explique surtout par la diminution des pertes d'exploitation, des frais de publicité, des charges de projet, des taxes d'affaires et des impôts et taxes sur le capital.

### Impôts sur les bénéfices

Les impôts sur les bénéfices ont augmenté de 4 M\$, ou 2 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent en raison de la hausse des bénéfices, contrebalancée en partie par l'augmentation de la proportion relative des bénéfices assujettis à des taux d'imposition moins élevés.

Les impôts sur les bénéfices ont chuté de 69 M\$, ou 25 %, par rapport au trimestre précédent compte tenu d'une diminution des bénéfices.

### Effectif permanent

L'effectif permanent comptait 226 employés de plus qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent, et 325 employés de plus qu'au trimestre précédent, principalement en raison d'une augmentation du nombre d'employés traitant avec la clientèle.

## MARCHÉS MONDIAUX CIBC

**Marchés mondiaux CIBC** représente le secteur des services bancaires de gros et des services financiers aux entreprises de la CIBC et offre un éventail de produits de crédit et de produits des marchés financiers intégrés, des services bancaires d'investissement et des Services de banque d'affaires à ses clients sur les principaux marchés des capitaux en Amérique du Nord et ailleurs dans le monde. Nous offrons des solutions en matière de capital et des services-conseils à un large éventail de secteurs de même que des recherches aux grandes entreprises, aux gouvernements et aux clients institutionnels que nous servons.

## Résultats<sup>1</sup>

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le		
	31 janv. 2008	31 oct. 2007	31 janv. 2007
Revenus (BIE) <sup>2</sup>			
Marchés financiers	(3 169) \$	(249) \$	449 \$
Services bancaires d'investissement et produits de crédit	283	240	204
Services de banque d'affaires	9	141	77
Divers	(19)	(11)	(6)
Total des revenus (BIE) <sup>2</sup> (a)	(2 896)	121	724
Rajustement de la BIE	61	116	62
Total des revenus (b)	(2 957)	5	662
Dotation à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances	17	(18)	(5)
Frais autres que d'intérêts (c)	351	357	486
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	(3 325)	(334)	181
Charge (économie) d'impôts	(1 166)	(222)	11
Bénéfice net (perte nette) (d)	(2 159) \$	(112) \$	170 \$
Coefficient d'efficacité (c/b)	négl.	négl.	73,4 %
Coefficient d'efficacité (BIE) <sup>2</sup> (c/a)	négl.	négl.	67,1 %
Rendement des capitaux propres <sup>2</sup>	(391,7) %	(26,6) %	41,6 %
Montant au titre du capital économique <sup>2</sup> (e)	(72) \$	(56) \$	(52) \$
Bénéfice (perte) économique <sup>2</sup> (d+e)	(2 231) \$	(168) \$	118 \$
Effectif permanent	1 287	1 862	1 880

- 1) Pour de l'information sectorielle additionnelle, se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.
- 2) Pour plus de précisions, voir la section Mesures non conformes aux PCGR. négl. Négligeable en raison de la perte nette.

### Aperçu financier

La perte nette s'est établie à 2 159 M\$ en regard d'un bénéfice net de 170 M\$ pour la même période de l'exercice précédent. Les résultats de Marchés mondiaux CIBC ont été grandement touchés par la charge de 2,0 G\$ après impôts au titre de la protection contre le risque de crédit souscrite auprès de garants financiers, notamment un montant de 1,5 G\$ après impôts liés à ACA. Au cours du trimestre, nous avons également subi des pertes, déduction faite des gains sur les couvertures connexes, s'élevant à 314 M\$ après impôts, liées au risque non couvert relatif au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation.

La perte nette s'est accrue de 2 047 M\$ par rapport au trimestre précédent, principalement pour les raisons susmentionnées.

### Revenus

Les revenus ont diminué de 3 619 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les revenus de Marchés financiers ont diminué de 3 618 M\$, essentiellement en raison de la charge au titre de la protection contre le risque de crédit souscrite auprès de garants financiers et des pertes liées à l'évaluation à la valeur du marché relatives au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation dont il a été question précédemment. Les revenus ont également été à la baisse en raison de la hausse des coûts de financement décaissant de l'élargissement des écarts de taux, et de la baisse des revenus tirés des produits structurés en actions et en marchandises. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par des gains sur des couvertures de risque de crédit lié aux garants financiers.

Les revenus de Services bancaires d'investissement et de produits de crédit ont bondi de 79 M\$, principalement

en raison des gains liés aux programmes de couverture de prêts aux entreprises, engendrés par l'élargissement continu des écarts des taux, et aux revenus plus élevés de Services bancaires d'investissement au Canada. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la baisse du revenu du financement immobilier aux États-Unis et la vente de nos activités américaines de services bancaires d'investissement et de Services de banques d'affaires.

Les revenus de Services de banque d'affaires ont diminué de 68 M\$, essentiellement en raison de la diminution des gains tirés des investissements directs.

Les revenus du segment Divers ont reculé de 13 M\$, surtout en raison de la perte à la vente de certaines de nos activités américaines, neutralisée en partie par la hausse des revenus de trésorerie répartis.

Les revenus ont diminué de 2 962 M\$ en regard du trimestre précédent.

Les revenus de Marchés financiers ont reculé de 2 920 M\$, surtout en raison de la charge susmentionnée au titre de la protection contre le risque de crédit souscrite auprès de garants financiers et de la diminution des revenus au chapitre des produits structurés en actions et en marchandises. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par des gains sur des couvertures de risque de crédit lié aux garants financiers.

Les revenus de Services bancaires d'investissement et de produits de crédit ont augmenté de 43 M\$, principalement en raison des gains liés aux programmes de couverture de prêts aux entreprises, engendrés par l'élargissement continu des écarts des taux, contrebalancés en partie par la vente de nos activités américaines de services bancaires d'investissement et de Services de banques d'affaires.

Les revenus de Services de banque d'affaires ont diminué de 132 M\$, essentiellement en raison de la diminution des gains tirés des investissements directs et des fonds tiers sous gestion.

Les revenus du segment Divers ont reculé de 8 M\$, surtout en raison de la perte à la vente de certaines de nos activités américaines, neutralisée en partie par la hausse des revenus de trésorerie répartis.

### **Dotation à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances**

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établie à 17 M\$ par rapport à une reprise de 5 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui s'explique surtout par les recouvrements en Europe au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le trimestre considéré a subi des pertes plus élevées au Canada et des pertes moins élevées aux États-Unis, déduction faite des recouvrements.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est élevée à 17 M\$ en regard d'une reprise de 18 M\$ au trimestre précédent, surtout en raison de la diminution des recouvrements aux États-Unis et de la hausse des pertes au Canada.

### **Frais autres que d'intérêts**

Les frais autres que d'intérêts ont reculé de 135 M\$, ou 28 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la diminution de la rémunération liée au rendement et des provisions pour les questions judiciaires.

Les frais autres que d'intérêts ont baissé de 6 M\$, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la hausse des coûts liés à la vente de certaines de nos activités américaines, contrebalancée en partie par la reprise nette sur les provisions pour les questions judiciaires, les deux s'étant produites au trimestre précédent.

### **Impôts sur les bénéfices**

L'économie d'impôts a atteint 1 166 M\$ en regard d'une charge d'impôts de 11 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'économie d'impôts s'explique essentiellement par la perte au cours du trimestre, qui a découlé principalement de la charge au titre de la protection contre le risque de crédit souscrite auprès de garants financiers et des pertes liées à l'évaluation à la valeur du marché relatives au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation dont il a été question précédemment.

L'économie d'impôts s'est accrue de 944 M\$ par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la hausse des pertes au cours du trimestre qui a découlé de la charge au titre de la protection contre le risque de crédit souscrite auprès de garants financiers susmentionnée.

### **Effectif permanent**

L'effectif permanent comptait 593 employés de moins qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent, et 575 employés de moins qu'au trimestre précédent, surtout en raison de la vente de certaines de nos activités américaines.

### **SIÈGE SOCIAL ET AUTRES**

---

Le groupe **Siège social et autres** comprend les cinq groupes fonctionnels, soit Administration, Technologie et opérations, Expansion de l'entreprise, Finance, Conformité, Affaires juridiques et réglementation, ainsi que Trésorerie et Gestion du risque qui soutiennent les secteurs d'activité de la CIBC, ainsi que les coentreprises CIBC Mellon, et d'autres postes de l'état des résultats et du bilan, non directement attribuables aux secteurs d'activité. Les revenus et frais des groupes fonctionnels sont généralement répartis entre les secteurs d'activité.

## Résultats<sup>1</sup>

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le		
	31 janv. 2008	31 oct. 2007	31 janv. 2007
Total des revenus	65 \$	147 \$	156 \$
Frais autres que d'intérêts	57	115	104
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	8	32	52
Charge (économie) d'impôts	(38)	(4)	22
Bénéfice net	46 \$	36 \$	30 \$
Effectif permanent	10 966	10 936	10 921

1) Pour de l'information sectorielle additionnelle, se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.

## Aperçu financier

Le bénéfice net a augmenté de 16 M\$, ou 53 %, en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la hausse des recouvrements, contrebalancée en partie par la baisse des revenus de trésorerie non répartis.

Le bénéfice net s'est accru de 10 M\$, ou 28 %, en regard du trimestre précédent, surtout en raison de la diminution des impôts et taxes et des coûts de soutien non répartis du siège social, contrebalancée par la baisse des revenus de trésorerie non répartis.

## Revenus

Les revenus ont diminué de 91 M\$, ou 58 %, en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent, et de 82 M\$, ou 56 %, en regard du trimestre précédent, surtout en raison de la baisse des revenus de trésorerie non répartis et de la diminution des revenus tirés des opérations de couverture portant sur les DPVA.

## Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont diminué de 47 M\$, ou 45 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la baisse des frais liés aux DPVA.

Les frais autres que d'intérêts ont baissé de 58 M\$, ou 50 %, par rapport au trimestre précédent, surtout en raison de la baisse des frais liés aux DPVA et à la diminution des coûts de soutien non répartis du siège social.

## Impôts sur les bénéfices

L'économie d'impôts s'est établie à 38 M\$ par rapport à une charge d'impôts de 22 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Ce changement s'explique surtout par l'incidence du montant de 63 M\$ lié à des recouvrements d'impôts calculés selon les taux d'imposition prévus par la loi pour des exercices antérieurs, lesquels étaient plus élevés.

L'économie d'impôts s'est accrue de 34 M\$ par rapport au trimestre précédent, principalement pour les raisons susmentionnées. Le trimestre précédent incluait des recouvrements d'impôts et une charge d'impôts de 22 M\$ liée au rapatriement du capital d'un établissement étranger.

## SITUATION FINANCIÈRE

### Revue du bilan consolidé

En millions de dollars, au	31 janv. 2008	31 oct. 2007
<b>Actifs</b>		
Encaisse et dépôts auprès d'autres banques	18 193 \$	13 747 \$
Valeurs mobilières	81 218	86 500
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres	35 625	34 020
Prêts	162 563	162 654
Instruments dérivés	23 395	24 075
Autres actifs	26 740	21 182
<b>Total des actifs</b>	<b>347 734 \$</b>	<b>342 178 \$</b>
<b>Passifs et capitaux propres</b>		
Dépôts	239 976 \$	231 672 \$
Instruments dérivés	26 109	26 688
Engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues à découvert ou en vertu de prises en pension de titres	39 432	42 081
Autres passifs	21 255	21 977
Titres secondaires	5 402	5 526
Passif au titre des actions privilégiées	600	600
Participations sans contrôle	157	145
Capitaux propres	14 803	13 489
<b>Total des passifs et des capitaux propres</b>	<b>347 734 \$</b>	<b>342 178 \$</b>

#### Actifs

Au 31 janvier 2008, l'actif total était de 5,6 G\$, ou 2 %, plus élevé qu'au 31 octobre 2007.

L'encaisse et les dépôts auprès d'autres banques ont progressé surtout en raison de l'émission de capital-actions supplémentaire.

Les valeurs mobilières ont diminué en raison de la baisse des valeurs disponibles à la vente et des valeurs du compte de négociation, contrebalancée en partie par la hausse des valeurs mobilières désignées à la juste valeur. Les valeurs mobilières disponibles à la vente ont diminué en raison de la vente d'obligations du Trésor US et d'obligations du gouvernement du Canada et de la réduction des fonds multicédants de papier commercial adossés à des créances soutenus par la CIBC. Les valeurs du compte de négociation ont connu une légère baisse découlant des activités de négociation normales, contrebalancée en grande partie par l'achat à la valeur nominale d'actifs d'entités émettrices de titrisations structurées par des tiers. Les valeurs mobilières désignées à la juste valeur ont augmenté en raison de la hausse du portefeuille de titres adossés à des créances hypothécaires en appui de notre programme continu de titrisation des prêts hypothécaires à l'habitation et aux fins de la gestion des garanties.

La hausse des valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres reflète principalement les activités normales axées sur les clients.

Les prêts ont légèrement diminué puisque l'incidence de la titrisation des prêts hypothécaires à l'habitation a été en grande partie contrebalancée par la croissance des volumes dans les prêts à la consommation et les prêts aux entreprises et aux gouvernements.

Les instruments dérivés ont reculé surtout en raison de rajustements de valeur liés à la protection contre le risque

de crédit souscrite auprès de garants financiers et de la diminution de la valeur marchande des dérivés de change et des dérivés d'actions. Ces facteurs ont été en grande partie contrebalancés par la hausse de la valeur marchande des dérivés de crédit et des dérivés de taux d'intérêt.

Les autres actifs ont progressé essentiellement en raison de l'augmentation des garanties sur dérivés et des impôts à recevoir.

#### Passif

Au 31 janvier 2008, le passif total était de 4,3 G\$, ou 1 %, plus élevé qu'au 31 octobre 2007.

La hausse des dépôts a été engendrée par les activités normales de trésorerie et la croissance des volumes des activités de détail.

Les instruments dérivés ont connu un recul surtout en raison de la baisse de la valeur marchande des dérivés de change et des dérivés d'actions, neutralisée en grande partie par la hausse de la valeur marchande des dérivés de crédit et des dérivés de taux d'intérêt.

La diminution des engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues à découvert ou conformément à des mises en pension de titres découle principalement de la croissance normale des activités axées sur les clients.

Les titres secondaires ont diminué surtout à cause d'un rachat, contrebalancé en partie par la variation de la juste valeur des débentures couvertes.

#### Capitaux propres

Au 31 janvier 2008, les capitaux propres avaient augmenté de 1,3 G\$, ou 10 %, par rapport au 31 octobre 2007, principalement en raison de l'émission de capital-actions supplémentaire, contrebalancée en partie par la diminution des bénéfices non répartis découlant de la perte subie au cours du trimestre.

#### Sources de financement

Nous gérons notre capital de façon à maintenir des sources de capitaux solides et efficaces, d'augmenter le plus possible le rendement en fonction du risque pour les actionnaires, et de satisfaire aux exigences réglementaires. Pour plus de précisions, se reporter aux pages 54 à 56 de la Reddition de comptes annuelle 2007.

#### Fonds propres réglementaires

Les exigences minimales en matière de fonds propres réglementaires sont assujetties aux lignes directrices du Bureau du surintendant des institutions financières, Canada (BSIF). Les lignes directrices du BSIF découlent du cadre normatif sur les fonds propres à risque élaboré par la Banque des règlements internationaux (BRI). Depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2007, nos exigences en matière de fonds propres réglementaires sont fondées sur le dispositif de Bâle II, tel qu'il est décrit à section Gestion du risque.

Selon les normes de la BRI, les banques doivent maintenir un ratio des fonds propres de première catégorie d'au moins 4 % et un ratio du total des fonds propres d'au moins 8 %. Le BSIF a décrété que les institutions financières canadiennes acceptant des dépôts étaient tenues

de maintenir un ratio de fonds propres de première catégorie d'au moins 7 % et un ratio du total des fonds propres d'au moins 10 %.

Les exigences en matière de suffisance des fonds propres sont appliquées de façon consolidée. La méthode de consolidation appliquée aux états financiers de la CIBC est décrite à la note 1 afférente aux états financiers consolidés de 2007. Toutes les filiales, à l'exception de certains placements et de participations qui ne sont pas assujettis à l'évaluation du risque en vertu de l'Accord de Bâle II et qui sont plutôt déduits des fonds propres réglementaires, sont comprises dans le calcul des fonds propres réglementaires. Une méthode de déduction est applicable aux placements dans les compagnies d'assurance affiliées, aux placements importants et aux activités liées à la titrisation.

Notre compagnie d'assurance canadienne, Compagnie d'assurance-vie CIBC limitée, est assujettie à la ligne directrice du BSIF portant sur le montant minimal permanent requis pour le capital et l'excédent des sociétés d'assurance-vie.

Les éléments constitutifs de nos fonds propres réglementaires sont présentés dans le tableau qui suit. L'information au 31 janvier 2008 est basée sur les exigences de l'Accord de Bâle II, et l'information au 31 octobre 2007, sur les exigences de l'Accord de Bâle I. Par conséquent, certains éléments d'information ne peuvent être comparés.

En millions de dollars, au	Selon Bâle II, 31 janv. 2008	Selon Bâle I, 31 oct. 2007
Fonds propres de première catégorie	13 426 \$	12 379 \$
Fonds propres de deuxième catégorie	4 419	6 304
Total des fonds propres réglementaires	17 845	17 758
Actif pondéré en fonction du risque	117 408	127 424
Ratio des fonds propres de première catégorie	11,4 %	9,7 %
Ratio du total des fonds propres	15,2 %	13,9 %
Ratio actif/fonds propres	19,0x	19,0x

Le ratio des fonds propres de première catégorie a connu une hausse de 1,7 % par rapport à la fin de l'exercice, surtout en raison de l'émission d'actions ordinaires et d'une réduction des actifs pondérés en fonction du risque qui a découlé du passage à la méthode fondée sur Bâle II le 1<sup>er</sup> novembre 2007. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la réduction des bénéfices non répartis causée par la perte au cours du trimestre, et certaines autres déductions qui, en vertu de l'Accord de Bâle II, sont maintenant soustraites directement des fonds propres de première catégorie.

Le ratio du total des fonds propres a augmenté de 1,3 % compte tenu des raisons susmentionnées, contrebalancées en partie par la réduction des fonds propres de deuxième catégorie car, conformément à la méthode de Bâle II, seule une partie de la provision générale peut être incluse dans les fonds propres de deuxième catégorie. Le remboursement de titres secondaires a également eu pour effet de réduire les fonds propres de deuxième catégorie.

#### Activités importantes de gestion du capital

Le tableau suivant offre un sommaire des principales activités de gestion de capital :

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le 31 janvier 2008
Émission d'actions ordinaires	2 916 <sup>1</sup>
Remboursement de titres secondaires	(250)
Dividendes	
Actions privilégiées – classées à titre de capitaux propres	(30)
Actions privilégiées – classées à titre de passif	(8)
Actions ordinaires	(291)

1) Après les frais d'émission, déduction faite des impôts et taxes de 32 M\$.

Après la fin du trimestre, soit le 26 février 2008, conformément à leurs modalités, nous avons racheté la totalité de nos débentures (titres secondaires) à 5,89 %, soit 89 M\$, venant à échéance le 26 février 2013, pour leur principal impayé, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat.

Pour plus de précisions, se reporter aux notes 6 et 7 afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.

## Arrangements hors bilan

Nous concluons plusieurs types d'arrangements hors bilan dans le cours normal de nos affaires. Ces arrangements hors bilan comprennent des titrisations, des dérivés, des ententes relatives au crédit et des garanties. Les précisions sur nos arrangements hors bilan figurent aux pages 57 à 59 de la Reddition de comptes annuelle 2007.

Les risques associés aux entités prenant part à la titrisation de créances de tiers (entités soutenues ou structurées par la CIBC et structurées par des tiers) sont résumés dans le tableau suivant :

En millions de dollars, au	31 janv. 2008			31 oct. 2007		
	Placements et prêts <sup>1</sup>	Facilités de liquidité et de crédit inutilisées	Dérivés de crédit vendus (montant nominal) <sup>2</sup>	Placements et prêts <sup>1</sup>	Facilités de liquidité et de crédit inutilisées	Dérivés de crédit vendus (montant nominal) <sup>2</sup>
Fonds multicédants soutenus par la CIBC	985 \$	12 234 \$ <sup>3</sup>	- \$	3 029 \$	12 092 \$ <sup>3</sup>	- \$
Titres adossés à des créances avec flux groupés structurés par la CIBC	823	162	1 018	647	154	1 147
Entités structurées par des tiers	7 132	1 704	26 065	3 083	2 236	31 467

- 1) Les montants sont présentés déduction faite des pertes liées à l'évaluation à la valeur du marché. Compte non tenu des valeurs émises par les entités incorporées par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), la Federal National Mortgage Association (Fannie Mae), la Federal Home Loan Mortgage Corporation (Freddie Mac), la Government National Mortgage Association (Ginnie Mae) et la Student Loan Marketing Association (Sallie Mae). Le risque a été couvert par des dérivés de crédit avec des tiers pour un montant de 7,3 G\$ (2,0 G\$ au 31 octobre 2007).
- 2) Comprennent les options vendues à titre de dérivés de crédit et les swaps sur rendement total en vertu desquels nous assumons le risque. La juste valeur comptabilisée dans le bilan consolidé a été de (6,2) G\$ ((3,8) G\$ au 31 octobre 2007). Un montant nominal totalisant 26,1 G\$ (31,7 G\$ au 31 octobre 2007) a été couvert par une protection de dérivés de crédit obtenue de tiers. La juste valeur de ces couvertures, déduction faite de rajustements de valeur, s'est établie à 2,5 G\$ (3,4 G\$ au 31 octobre 2007). Le cumul des pertes liées à la juste valeur pour les dérivés de crédit vendus non couverts s'est fixé à 812 M\$ (484 M\$ au 31 octobre 2007). En vertu d'ententes au sujet des dérivés de crédit, nous pourrions être tenus d'acheter, à la valeur nominale, les actifs de référence, ce qui met fin aussitôt aux dérivés de crédit; le montant nominal découlant de ces négociations a totalisé environ 2,0 G\$ (6,5 G\$ au 31 octobre 2007) et le montant de la juste valeur s'est établi à environ (654) M\$ ((470) M\$ au 31 octobre 2007).
- 3) Déduction faite d'un investissement de 985 M\$ (3 029 M\$ au 31 octobre 2007) dans les fonds multicédants soutenus par la CIBC.

Au cours du trimestre, nous avons acheté certains actifs de référence à la valeur nominale, soit 4,8 G\$, de deux entités émettrices structurées par des tiers en contrepartie de la résiliation des swaps sur rendement total connexes (voir la note 2 du tableau ci-dessus). Les actifs de référence achetés ont été classés comme valeurs du compte de négociation au bilan consolidé. Nous pouvons également être tenus d'acheter des actifs de référence supplémentaires d'une valeur nominale de 2,0 G\$ couverts par le reste des swaps sur rendement total au moyen d'entités émettrices structurées par des tiers.

Pour plus de précisions sur la titrisation de nos propres créances et garanties, se reporter aux notes 5 et 11 afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.

## GESTION DU RISQUE

Notre approche à l'égard de la gestion du risque est décrite aux pages 60 à 73 de la Reddition de comptes annuelle 2007.

Par ailleurs, dans le rapport de gestion, nous avons fourni certaines des informations exigées conformément au chapitre 3862, « Instruments financiers – informations à fournir », du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) portant sur la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers, comme l'autorise la norme. Ces informations sont fournies aux sections Vue d'ensemble, Risque de crédit, Risque de marché, Risque d'illiquidité, Risque opérationnel, Risque juridique et de réputation et Risque de réglementation. Ces informations se trouvent dans les sections ombragées et font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

### Vue d'ensemble

Nous gérons le risque et les ressources connexes au bilan en fonction de niveaux de tolérance établis par nos comités de gestion et approuvés par le conseil d'administration et ses comités. Plusieurs divisions au sein des groupes Trésorerie et Gestion du risque, indépendamment de leurs activités d'origine, contribuent à la gestion du risque, notamment :

- La division *Trésorerie* qui s'occupe du financement à l'échelle de l'entreprise et de la gestion de l'actif et du passif, de la liquidité, de l'encaisse et des garanties, qui gère la structure du capital en fonction du cadre réglementaire et qui gère le capital de nos filiales, de nos sociétés affiliées et de nos entités juridiques.
- La division *Gestion du crédit et de placement* qui offre une surveillance indépendante à l'échelle de l'entreprise du processus d'approbation, de gestion et de contrôle de risque de crédit à l'échelle mondiale, applique des techniques et des modèles axés sur le marché pour évaluer, surveiller et contrôler les risques liés aux portefeuilles de crédit et aux placements de Services de banque d'affaires.
- La division *Gestion du risque de marché (GRM)* qui offre à l'échelle de l'entreprise une surveillance indépendante de la gestion et des activités connexes de mesure, de surveillance et de contrôle du risque de marché dans nos activités de négociation et autres que de négociation et du risque de crédit dans nos activités de négociation.
- La division *Gestion du risque opérationnel* est responsable de relever, mesurer, surveiller et contrôler, de façon indépendante, le risque opérationnel à l'échelle de l'entreprise.

- La division *Mesure, surveillance et contrôle du bilan* qui surveille le processus d'attribution des ressources au bilan et qui offre à l'échelle de l'entreprise une surveillance indépendante de la mesure, de la surveillance et du contrôle de nos ressources au bilan, du capital économique et du risque lié aux modèles, notamment des validations indépendantes des systèmes et des paramètres d'évaluation du risque.

### **Accord de Bâle II sur les fonds propres**

Le 1<sup>er</sup> novembre 2007, nous avons adopté un nouveau dispositif de gestion des fonds propres, connu sous le nom d'Accord de Bâle II. Son objectif est d'accroître la sensibilité aux risques des fonds propres réglementaires. Aux termes du nouveau dispositif de Bâle II, pour la première fois, une charge au titre du risque opérationnel est incluse dans les fonds propres réglementaires. En outre, les nouvelles règles offrent aux organismes de réglementation bancaire un plus grand pouvoir discrétionnaire quant à l'augmentation ou à la réduction des exigences en matière de fonds propres selon les circonstances s'appliquant à chaque banque. Les règles nécessitent une plus grande transparence quant à l'information sur la gestion des risques

se rapportant aux risques sous-jacents et à la suffisance des fonds propres.

Nous avons adopté l'approche fondée sur les notations internes avancée (NI avancée) en ce qui a trait au risque de crédit lié à tous nos portefeuilles importants. Le 31 décembre 2007, nous avons obtenu du BSIF l'autorisation définitive d'utiliser l'approche NI avancée pour le calcul du capital de risque de crédit, sous réserve de conditions. Les portefeuilles non significatifs (pour plus de précisions, se reporter à la section Risque de crédit) sont d'abord présentés selon l'approche standardisée et, dans l'éventualité où ils deviendraient importants, la direction devra mettre en œuvre des plans pour qu'ils soient présentés selon la méthode NI avancée, conformément aux exigences du BSIF.

Le 1<sup>er</sup> août 2007, nous avons obtenu l'acceptation conditionnelle du BSIF pour l'application de l'approche des mesures avancées (AMA) visant le risque opérationnel à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2007. Le BSIF a fixé comme date d'approbation formelle le 31 décembre 2008 ou plus tôt.

Le risque de marché lié aux portefeuilles de négociation continue d'être évalué en vertu de l'autorisation existante du BSIF d'utiliser l'approche des modèles internes.

## Risque de crédit

Le risque de crédit découle essentiellement de nos activités directes de prêt et de nos activités de négociation, d'investissement et de couverture. Le risque de crédit est le risque de perte financière résultant du manquement d'un emprunteur ou d'une contrepartie à ses obligations conformément aux dispositions convenues.

## Processus et contrôle

Le contrôle du processus d'approbation du crédit est centralisé, toutes les demandes de crédit importantes étant envoyées à une unité de gestion du risque de crédit, qui n'a aucun lien avec les activités de montage de prêts. Les pouvoirs d'approbation dépendent du niveau de risque et du montant demandé. Dans certains cas, les demandes de crédit doivent être soumises au Comité de gestion du risque (CGR) pour approbation.

Après l'approbation initiale, chaque risque de crédit continue d'être surveillé et, au moins chaque année, une évaluation complète du risque, y compris la révision des notes, est consignée en dossier. Les comptes très risqués sont surveillés de près et sont revus au moins chaque trimestre. De plus, des groupes de recouvrement et des groupes spécialisés de restructuration gèrent au quotidien les prêts très risqués pour maximiser les recouvrements.

## Limites de risque de crédit

Des limites de crédit sont établies pour les prêts aux entreprises et aux gouvernements afin de diversifier le portefeuille et de gérer la concentration du risque. Il s'agit par exemple de limites fixées pour des emprunteurs, des groupes d'emprunteurs liés, des secteurs, des pays ou des régions géographiques, et des produits ou des portefeuilles. La vente directe de prêts, les opérations de couverture de dérivés de crédit ou d'opérations structurées servent à réduire les concentrations de risque.

## Dérivés de crédit

Nous utilisons les dérivés de crédit pour atténuer les concentrations de prêts dans des secteurs d'activité et le risque lié aux prêts relatifs à un débiteur particulier, ou aux fins de techniques de diversification du portefeuille.

## Garanties

Nous obtenons des garanties et des assurances de tiers afin de réduire le risque associé à nos portefeuilles de prêts. La plus importante de ces garanties est liée à notre portefeuille de prêts hypothécaires à l'habitation garantis par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (société détenue par le gouvernement du Canada) ou par d'autres contreparties de qualité supérieure.

## Biens donnés en garantie

Nos politiques en matière de gestion du risque de crédit comprennent des exigences liées à l'évaluation et à la gestion des biens donnés en garantie. Les évaluations sont mises à jour périodiquement selon la nature des biens donnés en garantie. Les principaux types de biens donnés en garantie sont les liquidités, les valeurs, les stocks et les biens immobiliers. Nous avons des politiques en place afin de surveiller l'existence de concentrations préjudiciables de biens donnés en garantie à l'appui de notre risque de crédit.

## Exposition au risque de crédit

Le tableau suivant présente l'exposition au risque de crédit, qui est évaluée à titre d'exposition en cas de défaillance (ECD) pour les instruments financiers au bilan et hors bilan. Les détails du calcul de l'ECD sont présentés à la page suivante.

En millions de dollars, au 31 janvier 2008			
	Approche NI avancée	Approche standardisée	Total
<b>Portefeuilles de prêts aux entreprises et aux gouvernements</b>			
<b>Expositions aux entreprises</b>			
Montants tirés	34 276 \$	5 561 \$	39 837 \$
Engagements non utilisés	18 764	332	19 096
Transactions assimilées à des mises en pension	26 201	46	26 247
Divers - hors bilan	6 215	197	6 412
Produits dérivés de gré à gré	12 119	67	12 186
	97 575	6 203	103 778
<b>Expositions aux entités souveraines</b>			
Montants tirés	20 968	953	21 921
Engagements non utilisés	2 762	-	2 762
Transactions assimilées à des mises en pension	1 082	-	1 082
Divers - hors bilan	32	2	34
Produits dérivés de gré à gré	1 661	-	1 661
	26 505	955	27 460
<b>Expositions aux banques</b>			
Montants tirés	14 428	854	15 282
Engagements non utilisés	816	-	816
Transactions assimilées à des mises en pension	57 051	354	57 405
Divers - hors bilan	41 120	14	41 134
Produits dérivés de gré à gré	6 509	14	6 523
	119 924	1 236	121 160
<b>Total des portefeuilles de prêts aux entreprises et aux gouvernements</b>	<b>244 004</b>	<b>8 394</b>	<b>252 398</b>
<b>Portefeuilles de commerce de détail</b>			
<b>Expositions au crédit personnel garanti - immobilier</b>			
Montants tirés	100 707	2 013	102 720
Engagements non utilisés	23 795	-	23 795
	124 502	2 013	126 515
<b>Expositions au commerce de détail renouvelables admissibles</b>			
Montants tirés	15 259	-	15 259
Engagements non utilisés	22 693	-	22 693
	37 952	-	37 952
<b>Autres expositions associées au commerce de détail</b>			
Montants tirés	9 261	972	10 233
Engagements non utilisés	2 086	53	2 139
Divers - hors bilan	108	-	108
	11 455	1 025	12 480
<b>Total des portefeuilles de commerce de détail</b>	<b>173 909</b>	<b>3 038</b>	<b>176 947</b>
<b>Expositions liées aux titrisations<sup>1</sup></b>	<b>17 482</b>	<b>839</b>	<b>18 321</b>
<b>Expositions brutes au risque de crédit</b>	<b>435 395 \$</b>	<b>12 271 \$</b>	<b>447 666 \$</b>

1) En vertu de la méthode de notations internes.

Les portefeuilles sont classés en fonction de la façon dont nous gérons nos activités et les risques qui s’y rattachent. Les montants présentés sont après les rajustements des valeurs liés aux garants financiers et avant la provision pour pertes sur créances et l’atténuation des risques, dont un montant de 79,0 G\$ de biens donnés en garantie aux fins de nos activités de mise en pension. Les risques liés aux titres autres que de négociation ne sont pas compris dans le tableau ci-dessus car ils sont considérés comme étant négligeables en vertu des lignes directrices du BSIF et qu’ils sont par conséquent assujettis à une pondération de 100 % en fonction du risque.

#### Expositions assujetties à l’approche NI avancée

*Portefeuilles de prêts aux entreprises et aux gouvernements (à l’exclusion de la cotation du risque PME) – méthode de notation du risque*

Le portefeuille comprend des risques liés aux entreprises, aux entités souveraines et aux banques. Les débiteurs sont évalués individuellement et se voient attribuer une note de débiteur qui reflète notre estimation de la probabilité de défaillance. Les liens entre nos notes internes et les notes utilisées par les agences de notation externes sont indiqués dans le tableau ci-après. En vertu de notre méthode de notation du risque, l’évaluation du risque comprend un examen des notations externes du débiteur. L’évaluation de la notation du débiteur tient compte de notre évaluation financière du débiteur, du secteur et de la conjoncture économique de la région où le débiteur exploite ses activités. Dans certaines circonstances, lorsqu’un tiers offre une garantie, le débiteur et le garant sont évalués.

Type de cote	Note de la CIBC	Équivalent de Standard and Poor’s	Équivalent de Moody’s Investor Services
De première qualité	00 - 47	AAA à BBB-	Aaa à Baa3
De cote inférieure	51 - 67	BB+ à B-	Ba1 à B3
Liste de surveillance	70 - 80	CCC+ à CC	Caa1 à Ca
Défaillance	90	D	C

Nous nous servons de techniques de modélisation quantitatives pour établir des systèmes internes de notation du risque. Les systèmes de notation du risque ont été élaborés au moyen de l’analyse de données internes et externes sur le risque de crédit. Ils servent à la gestion de portefeuilles, à l’établissement de limites de risque, à la tarification des produits et à la détermination du capital économique.

Nous évaluons l’exposition au risque selon les trois dimensions ci-après. Les estimations des paramètres pour chacune de ces dimensions sont des moyennes à long terme qui comportent un rajustement pour tenir compte de toute variation éventuelle dans le cycle de crédit.

- Probabilité de défaillance (PD) – la probabilité qu’il y aura défaillance de la part du débiteur au cours des douze prochains mois.
- Exposition en cas de défaillance (ECD) – l’estimation du montant qui sera tiré par le débiteur au moment de la défaillance.

- Perte en cas de défaillance (PCD) – l’ampleur de la perte prévue en raison de la défaillance, exprimée en pourcentage de l’ECD.

L’efficacité des systèmes d’évaluation du risque et les paramètres associés aux notations du risque de crédit sont surveillés par le groupe Trésorerie et Gestion du risque et font l’objet d’un examen annuel. Les modèles servant à l’estimation des paramètres de risque font également l’objet d’une validation indépendante par le groupe Trésorerie et Gestion du risque, qui est indépendant des processus de montage de prêts et d’élaboration des modèles.

Nous nous exposons à un risque de crédit de contrepartie qui découle de nos activités de gestion de portefeuilles et de couverture et négociation de risques de crédit sur marchandises, sur actions, sur devises et sur taux d’intérêt au moyen de dérivés, comme il est précisé à la note 14 des états financiers consolidés de 2007. La probabilité de défaillance de nos contreparties est évaluée de la même manière que pour nos activités directes de prêt. Nous établissons un rajustement de valeur pour les pertes sur créances futures prévues pour chacune des contreparties avec lesquelles nous avons conclu des contrats de dérivés. Les pertes sur créances futures prévues sont fonction de nos estimations de la probabilité de défaillance, de la perte ou du risque prévu dans l’éventualité d’une défaillance et d’autres facteurs tels que l’incidence du portefeuille et l’atténuation des risques.

#### Qualité du crédit des portefeuilles pondérés en fonction du risque

Le tableau qui suit présente la qualité du crédit des portefeuilles pondérés en fonction du risque. Les montants présentés sont avant la provision pour pertes sur créances, et après l’atténuation du risque de crédit, les rajustements de valeurs liés aux garants financiers et les biens donnés en garantie en vertu de mises en pension. Les portefeuilles de prêts hypothécaires à l’habitation et de prêts étudiants garantis, dont le montant s’élève à 53,1 G\$, sont reclassés au titre d’expositions aux entreprises ou d’expositions aux entités souveraines dans le tableau ci-dessous.

Type de cote	ECD			Total
	Expositions aux entreprises	Expositions aux entités souveraines	Expositions aux banques	
De première qualité	39 425 \$	77 802 \$	58 882 \$	176 109 \$
De cote inférieure	25 367	206	9 040	34 613
Liste de surveillance	1 256	1	-	1 257
Défaillance	294	1	-	295
	66 342 \$	78 010 \$	67 922 \$	212 274 \$

#### Portefeuilles de prêts aux entreprises et aux gouvernements (à l’exclusion de la cotation du risque PME) – approche de classement

Un processus de notation du risque simplifié (l’approche de classement) est appliqué aux prêts hypothécaires commerciaux canadiens non garantis, notamment les prêts hypothécaires autres qu’à l’habitation et les prêts hypothécaires à l’habitation multifamiliale. Ces expositions sont notées individuellement selon notre

échelle de notation au moyen d'une méthode de notation du risque qui évalue les principales caractéristique du bien immobilier, incluant le rapport prêt-garantie et le ratio du service de la dette, la qualité du bien immobilier et la solidité financière du propriétaire/commanditaire. Toutes les expositions sont garanties par une hypothèque sur le bien immobilier, de même qu'une assurance hypothécaire, dans certains cas. Les prêts hypothécaires à l'habitation multifamiliale garantis sont traités comme des expositions aux entités souveraines dans le tableau ci-dessus.

#### Expositions par tranches de risques

Le tableau suivant présente les expositions en fonction des tranches de risques pondérées. Les facilités qui figurent dans la catégorie « Profil satisfaisant » comportent des caractéristiques clés qui satisfont à nos critères, tandis que les facilités qui figurent dans les catégories « Bon profil » ou « Très bon profil » surpassent nos critères en fonction de caractéristiques de risque progressif. Les expositions figurant dans la catégorie « Profil faible » étaient auparavant classées à un meilleur niveau de risque, mais sont passées à un niveau inférieur puisqu'ils ne satisfont pas à nos critères actuels.

En millions de dollars, au 31 janvier 2008	ECD
Très bon profil	5 594 \$
Bon profil	130
Profil satisfaisant	40
Profil faible	7
Défaillance	3
	5 774 \$

#### Portefeuilles de détail

Les portefeuilles de détail sont caractérisés par un grand nombre d'expositions relativement faibles. Ils sont composés de ce qui suit : expositions au crédit personnel garanti – immobilier (incluant les prêts hypothécaires à l'habitation, les prêts personnels et les marges garanties par les biens immeubles résidentiels); expositions au portefeuille de détail renouvelables admissibles (cartes de crédit et marges de crédit non garanties); autres expositions liées au portefeuille de détail (prêts garantis par des actifs autres que résidentiels, prêts non garantis, y compris les prêts étudiants, et les portefeuilles de cotation du risque PME). Ils sont gérés comme groupes d'expositions homogènes au moyen des notations d'agences externes et/ou d'autres évaluations du comportement servant à regrouper les expositions selon des profils de risque de crédit similaires. Ces groupes sont évalués au moyen de techniques statistiques, comme des modèles d'évaluations du crédit et des modèles informatisés. Les caractéristiques qui servent à regrouper les expositions individuelles varient selon les catégories d'actifs et, par conséquent, le nombre de groupes, leur taille ainsi que les techniques statistiques appliquées dans leur gestion sont variables.

Le tableau suivant présente la correspondance entre les tranches de PD et divers niveaux de risque.

Description	Tranches de PD
Exceptionnellement faible	0,01 % - 0,20 %
Très faible	0,21 % - 0,50 %
Faible	0,51 % - 2,00 %
Moyenne	2,01 % - 10,00 %
Élevée	10,01 % - 99,99 %
Défaillance	100,00 %

#### Qualité du crédit des portefeuilles de détail

Le tableau qui suit présente la qualité du crédit des portefeuilles de détail. Les montants présentés sont avant la provision pour pertes sur créances et l'atténuation du risque de crédit. Les portefeuilles de prêts hypothécaires à l'habitation et de prêts étudiants garantis, dont le montant s'élève à 53,1 G\$, sont reclassés au titre d'expositions aux entités souveraines ou d'expositions aux entreprises. Les portefeuilles de détail comprennent un montant de 3 947 M\$ lié à la cotation du risque PME.

PD	ECD			Total
	Expositions au crédit personnel garanti - immobilier	Expositions au commerce de détail renouvelables admissibles	Autres expositions associées au commerce de détail	
Exceptionnellement faible	29 737 \$	16 288 \$	2 565 \$	48 590 \$
Très faible	17 129	5 125	2 636	24 890
Faible	24 546	10 662	4 344	39 552
Moyenne	153	4 124	1 386	5 663
Élevée	88	1 625	127	1 840
Défaillance	70	128	122	320
	71 723 \$	37 952 \$	11 180 \$	120 855 \$

#### Expositions assujetties à l'approche standardisée

Les expositions liées à FirstCaribbean, les obligations relatives à certaines expositions de particuliers aux fins autres que d'affaires, et certaines expositions liées aux coentreprises CIBC Mellon sont considérées comme négligeables, et sont assujetties à l'approche standardisée. La répartition détaillée de nos expositions, avant la provision pour pertes sur créances, assujetties à l'approche standardisée selon la pondération du risque est présentée ci-après. Les sûretés financières admissibles ont également une incidence sur la catégorie de pondération du risque.

	Catégorie de pondération du risque					Total
	0 %	20 %	50 %	75 %	100 %	
Expositions aux entreprises	- \$	994 \$	- \$	- \$	5 209 \$	6 203 \$
Expositions aux entités souveraines	430	82	222	-	221	955
Expositions aux banques	-	1 230	-	-	6	1 236
Expositions au crédit personnel garanti - immobilier	-	-	-	2 007	6	2 013
Autres - commerce de détail	-	-	-	53	972	1 025
	430 \$	2 306 \$	222 \$	2 060 \$	6 414 \$	11 432 \$

### Expositions liées aux titrisations

Le tableau suivant présente le détail de nos expositions liées aux titrisations en fonction des notations de crédit en vertu de l'approche fondée sur les notations internes (NI) et de l'approche standardisée.

En millions de dollars, au 31 janvier 2008			
Cote de crédit	ECD		Total
	NI	Standardisée	
AAA à BBB-	17 190 \$	839 \$	18 029 \$
BB+ à BB-	9	-	9
Inférieur à BB-	37	-	37
Sans cote	246	-	246
	17 482 \$	839 \$	18 321 \$

### Concentration de risque

Des concentrations de risque de crédit existent lorsqu'un nombre de contreparties exercent des activités similaires ou œuvrent dans les mêmes régions géographiques ou dans les mêmes secteurs et présentent des caractéristiques économiques similaires faisant en sorte que les changements d'ordre économique, politique ou autre ont une incidence sur leur capacité de respecter leurs obligations contractuelles.

### Répartition géographique

Le tableau suivant présente la répartition géographique des expositions liées aux entreprises et aux gouvernements en vertu de l'approche NI avancée. Le classement géographique est fondé sur le risque de crédit par pays en fonction du lieu où il est assumé en dernier recours. Les montants sont présentés avant les provisions pour pertes sur créances et l'atténuation des risques, et après les rajustements de valeurs liés aux garants financiers et des biens donnés en garantie de 79,0 G\$ réservés à nos activités liées aux conventions de rachat.

En millions de dollars, au 31 janvier 2008					
	Canada	États-Unis	Europe	Autres	Total
Montants tirés	51 909 \$	9 439 \$	6 272 \$	2 052 \$	69 672 \$
Engagements non utilisés	19 465	2 107	267	503	22 342
Transactions assimilées à des mises en pension	1 987	1 613	325	1 399	5 324
Divers - hors bilan	29 996	9 526	7 036	809	47 367
Produits dérivés de gré à gré	6 579	7 798	5 392	520	20 289
	109 936 \$	30 483 \$	19 292 \$	5 283 \$	164 994 \$

En ce qui a trait aux portefeuilles de détail, la quasi-totalité des expositions en vertu de l'approche NI avancée sont au Canada.

### Expositions liées aux entreprises et au gouvernement par secteur d'activité

Le tableau suivant présente la répartition par secteur d'activité de nos expositions liées aux entreprises, et aux gouvernements en vertu de l'approche NI avancée. Les montants présentés sont avant la provision pour pertes sur créances et après les rajustements de valeurs liés aux garants financiers et des biens donnés en garantie de 79,0 G\$ réservés à nos activités liées aux conventions de rachat.

En millions de dollars, au 31 janvier 2008

	Montants tirés	Engagements non utilisés	Transactions assimilées à des pensions	Divers - hors bilan	Produits dérivés de gré à gré	Total
Prêts hypothécaires commerciaux	5 639 \$	135 \$	- \$	- \$	- \$	5 774 \$
Institutions financières	19 820	3 483	5 263	42 836	15 919 <sup>1</sup>	87 321
Commerce de détail	2 115	1 566	-	245	393	4 319
Services aux entreprises	3 607	1 583	-	799	374	6 363
Fabrication, biens d'équipement	1 115	967	-	320	211	2 613
Fabrication, biens de consommation	1 113	763	-	41	61	1 978
Immobilier et construction	5 800	1 635	-	743	68	8 246
Agriculture	2 632	1 231	-	48	14	3 925
Pétrole et gaz	3 490	3 084	-	340	912	7 826
Mines	1 746	458	-	109	35	2 348
Produits forestiers	542	279	3	83	20	927
Matériel informatique et logiciels	513	517	-	95	49	1 174
Télécommunications et câblodistribution	459	505	-	72	291	1 327
Édition, impression et diffusion	832	537	-	53	238	1 660
Transport	762	607	-	789	79	2 237
Services publics	515	1 562	-	655	405	3 137
Éducation, soins de santé et services sociaux	1 241	767	3	107	40	2 158
Gouvernements	17 731	2 663	55	32	1 180	21 661
	69 672 \$	22 342 \$	5 324 \$	47 367 \$	20 289 \$	164 994 \$

1) Comprend un montant de 5,3 G\$ pour l'exposition en cas de défaillance liée à nos contrats dérivés couverts par des garants financiers. La juste valeur de ces contrats dérivés, déduction faite des rajustements de valeurs, était de 3,0 G\$.

### Prêts douteux et provision pour pertes sur créances

En millions de dollars, au	31 janv. 2008	31 oct. 2007
<b>Prêts douteux bruts</b>		
Consommateurs	536 \$	493 \$
Entreprises et gouvernements <sup>1</sup>	404	370
<b>Total des prêts douteux bruts</b>	<b>940 \$</b>	<b>863 \$</b>
<b>Provision pour pertes sur créances</b>		
Consommateurs	365 \$	359 \$
Entreprises et gouvernements <sup>1</sup>	215	194
Provision spécifique	580	553
Provision générale	799	890
<b>Total de la provision pour pertes sur créances</b>	<b>1 379 \$</b>	<b>1 443 \$</b>

1) Comprend des portefeuilles de cotation du risque PME qui sont gérés en fonction de groupes en vertu de l'Accord de Bâle II.

Les prêts douteux bruts se sont accrus de 77 M\$, ou 9 %, en regard du 31 octobre 2007. Les prêts douteux bruts à la consommation ont augmenté de 43 M\$, ou 9 %, tandis que les prêts douteux bruts aux entreprises et aux gouvernements ont connu une hausse de 34 M\$, ou 9 %. Le total des prêts bruts a augmenté de 16 M\$ au Canada et a augmenté de 28 M\$ aux États-Unis et de 33 M\$ dans les autres pays. L'augmentation générale des prêts douteux bruts est principalement attribuable aux prêts hypothécaires à l'habitation, ainsi qu'au secteur de l'édition, de l'impression et de la diffusion.

La provision pour pertes sur créances a reculé de 64 M\$, ou 4 %, par rapport au 31 octobre 2007. La provision spécifique a augmenté de 27 M\$, ou 5 %, par rapport à la fin de l'exercice, surtout en raison des augmentations dans les secteurs du détail, des services aux entreprises, et de l'édition, de l'impression et de la diffusion. La provision générale s'est élevée à 799 M\$, soit une baisse de 91 M\$, ou 10 %, par rapport à la fin de l'exercice en raison du reclassement de la provision générale relative à la tranche non utilisée des facilités de crédit dans les autres passifs.

Pour plus de précisions sur la dotation à la provision pour pertes sur créances, se reporter à la section Rétrospective du rendement financier.

## Risque de marché

Le risque de marché découle de nos positions sur les valeurs mobilières et les dérivés de nos portefeuilles de négociation ainsi que de nos services bancaires de détail, de nos portefeuilles de placement et de nos activités autres que de négociation. Il s'agit du risque de perte financière attribuable aux fluctuations défavorables de facteurs sous-jacents du marché, dont les taux d'intérêt et les taux de change, les écarts de taux ainsi que le prix des marchandises et le cours des actions.

## Processus et contrôle

Le risque de marché est surveillé quotidiennement en fonction des limites de risque approuvées, et des processus de contrôle sont en place afin de veiller à ce que seules des activités approuvées soient entreprises. Nous produisons chaque jour un rapport détaillé sur le risque ainsi qu'un sommaire de surveillance des limites, documents qui sont fondés sur les positions de la journée précédente. Les rapports sommaires sur le risque de marché et sur l'observation des limites de risque sont produits et passés en revue chaque semaine avec l'équipe de la haute direction et chaque trimestre avec le CGR.

Nous avons des niveaux de tolérance au risque, qui sont exprimés selon des mesures statistiques de la valeur à risque (VAR) et des pertes en situation de crise selon la pire éventualité possible. Nous recourons à une approche à trois niveaux, comme suit, pour définir le risque de marché et les limites des simulations de crise relativement au risque que nous pouvons assumer dans nos activités de négociation et nos activités autres que de négociation :

- Les limites de première catégorie constituent nos limites générales pour le risque de marché et le scénario de la pire éventualité.
- Les limites de deuxième catégorie sont conçues pour contrôler le profil de risque de chaque secteur.
- Les limites de troisième catégorie sont confiées au pupitre de négociation et sont conçues pour contrôler la concentration du risque et l'incidence de situations de crise touchant expressément les comptes.

## Activités de négociation

Nous avons recours à différentes méthodes pour mesurer le risque lié à nos activités de négociation, comme la VAR, et les simulations de crise et l'analyse de scénarios.

### Valeur à risque

Notre méthode de VAR est une technique statistique qui permet de mesurer la pire perte envisageable en un jour selon un degré de confiance de 99 %. La VAR met en jeu de nombreux facteurs de risque, et elle est calculée au moyen de la volatilité historique de chaque facteur de risque et des corrélations historiques connexes entre ces facteurs, évalués sur une période d'un an.

### Simulations de crise et analyse de scénarios

Nos simulations de crise mesurent l'incidence sur la valeur des portefeuilles de mouvements extrêmes dans le marché pendant une période pouvant aller jusqu'à un trimestre. Les scénarios sont mis au point pour reproduire des événements économiques extrêmes, les pires résultats historiques ou des événements futurs éventuels, mais plausibles.

Nos simulations de crise et l'analyse de scénarios de base sont effectuées tous les jours, et d'autres analyses ponctuelles sont faites au besoin. Les scénarios sont examinés et modifiés au besoin pour veiller à ce qu'ils demeurent pertinents. Des limites sont établies à l'égard de la perte maximale acceptable du portefeuille global selon tout scénario de la pire éventualité ainsi qu'à l'égard de l'incidence des simulations de crise sur chaque portefeuille et par catégorie d'actifs.

### Essais à rebours

Le processus d'essais à rebours sert à établir que les bénéfices réels ou les pertes réelles sont conformes aux hypothèses statistiques du modèle VAR. À ce processus se greffe le calcul d'un résultat hypothétique ou statique. Ces résultats représentent le changement théorique de la valeur des portefeuilles en raison des variations quotidiennes des cours, à savoir les portefeuilles de clôture le jour précédent, en supposant que le contenu du portefeuille soit demeuré le même.

## Valeur à risque par catégorie de risque (portefeuilles de négociation)

En millions de dollars	Aux dates indiquées ou pour les trois mois terminés le							
	31 janv. 2008				31 oct. 2007		31 janv. 2007	
	Haut	Bas	À cette date	Moyenne	À cette date	Moyenne	À cette date	Moyenne
Risque de taux d'intérêt	10,9 \$	5,2 \$	10,9 \$	7,4 \$	7,2 \$	7,1 \$	8,6 \$	7,0 \$
Risque d'écart de taux	16,0	7,2	9,7	12,8	9,6	6,4	3,2	3,5
Risque lié aux actions	7,6	3,7	6,4	5,0	6,0	5,5	5,8	6,4
Risque de change	1,3	0,3	0,7	0,7	0,6	0,5	0,6	0,4
Risque lié aux marchandises	1,2	0,5	0,8	0,8	1,3	1,3	1,5	1,6
Risque spécifique de la dette	13,7	7,9	8,6	10,5	10,3	9,2	s.o.	s.o.
Effet de diversification <sup>1</sup>	négl.	négl.	(16,6)	(18,5)	(20,3)	(15,4)	(10,2)	(9,9)
Risque total	21,4 \$	15,6 \$	20,5 \$	18,7 \$	14,7 \$	14,6 \$	9,5 \$	9,0 \$

1) La VAR globale est inférieure à la somme des VAR des différents risques de marché en raison de la réduction du risque découlant de l'effet de diversification du portefeuille. négl. Négligeable. Comme la valeur maximale (haut) et la valeur minimale (bas) peuvent se présenter pendant des jours différents pour divers types de risque, le calcul de l'effet de diversification est négligeable.

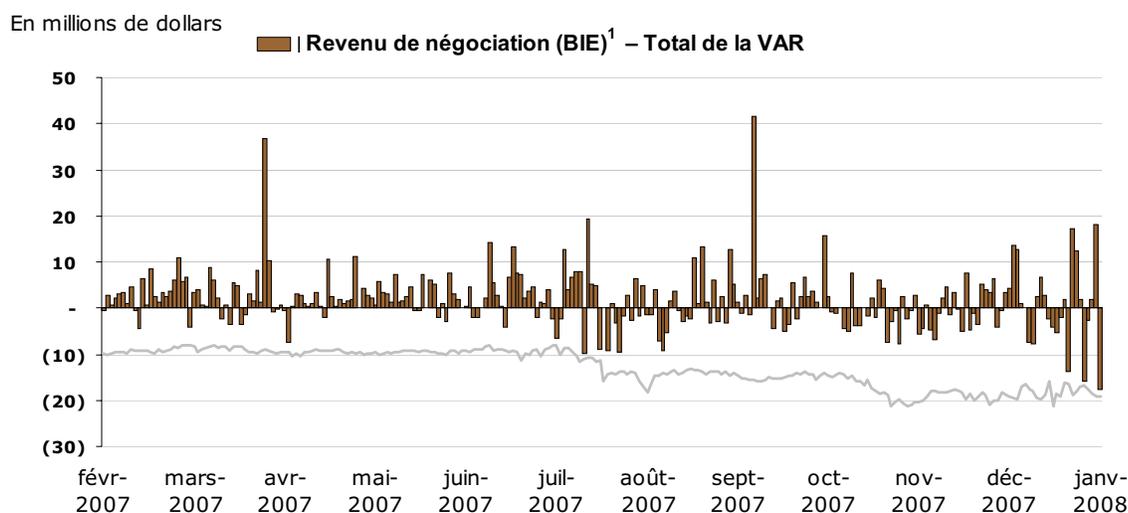
s.o. Sans objet, compte tenu que nous n'avons commencé à présenter cette mesure qu'au quatrième trimestre de 2007.

Le risque moyen total a augmenté de 28 % par rapport au trimestre précédent, surtout en raison des hausses importantes du risque d'écart de taux découlant de la volatilité du marché. Le risque moyen total a augmenté de plus de 100 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison de l'inclusion dans la VAR d'une mesure du risque spécifique de la dette au cours du trimestre précédent, en plus de la hausse du risque d'écart de taux.

#### Revenu de négociation

Le revenu de négociation (BIE)<sup>1</sup> a été positif pendant 50 % des jours du trimestre. Les pertes découlant des activités de négociation n'ont pas dépassé la VAR pendant une journée au cours du trimestre. Le revenu quotidien moyen de négociation (BIE)<sup>1</sup> s'est élevé à 0,5 M\$ au cours du trimestre. Le graphique d'essais à rebours du revenu de négociation (BIE)<sup>1</sup> et de la VAR ci-après compare le revenu quotidien réel de négociation (BIE)<sup>1</sup> du trimestre considéré et des trois trimestres précédents et les mesures de VAR du jour précédent. Le revenu de négociation (BIE)<sup>1</sup> ne tient pas compte de 0,6 M\$ ayant trait à la consolidation d'entités à détenteurs de droits variables ainsi que de (3 298) M\$ ayant trait à la diminution de la juste valeur du crédit structuré et aux rajustements de valeur à l'égard du risque de crédit effectués par la contrepartie, qui ne peuvent pas être affectés efficacement à des journées en particulier.

Essais à rebours du revenu de négociation (BIE)<sup>1</sup> c. VAR



1) Pour plus de précisions, voir la section Mesures non conformes aux PCGR, aux pages 45 et 46 de la Reddition de comptes annuelle 2007.

### Activités autres que de négociation

Les risques de marché découlent également de nos services bancaires de détail, de nos placements en actions et d'autres activités qui ne sont pas des activités de négociation.

#### Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt à l'égard du portefeuille autre que de négociation s'entend essentiellement du risque inhérent à la GAP et aux activités des filiales au Canada et à l'étranger. Le risque de taux d'intérêt résulte des différences entre les échéances ou les dates de réévaluation

des actifs et passifs au bilan et hors bilan, ainsi que des options intégrées des produits de détail. Divers instruments de trésorerie et instruments dérivés, principalement des swaps de taux d'intérêt, des contrats à terme standardisés et des options, sont employés pour gérer et contrôler ces risques.

Le tableau de la page suivante fait état de l'incidence d'une hausse ou d'une baisse immédiate de 100 points de base des taux d'intérêt sur une période de 12 mois, rajustée pour tenir compte des remboursements anticipés estimatifs.

En millions de dollars, au	31 janv. 2008			31 oct. 2007			31 janv. 2007		
	\$ CA	\$ US	Divers	\$ CA	\$ US	Divers	\$ CA	\$ US	Divers
<b>Hausse de 100 points de base des taux d'intérêt</b>									
Bénéfice net	23 \$	(1) \$	- \$	24 \$	12 \$	(3) \$	24 \$	(7) \$	(5) \$
Variation de la valeur actuelle du risque lié aux actions	101	31	36	98	21	36	153	9	20
<b>Baisse de 100 points de base des taux d'intérêt</b>									
Bénéfice net	(56) \$	1 \$	- \$	(96) \$	(12) \$	3 \$	(83) \$	7 \$	5 \$
Variation de la valeur actuelle du risque lié aux actions	(143)	(31)	(37)	(155)	(21)	(36)	(209)	(9)	(20)

#### Risque de change

Le risque de change autre que de négociation, aussi appelé le risque de change structurel, découle principalement de nos investissements dans des établissements étrangers. Ce risque, principalement en dollars américains, est géré au moyen de dérivés de couverture et du financement des investissements en monnaies étrangères.

Au 31 janvier 2008, une appréciation du dollar canadien de 1 % aurait eu pour effet de réduire les capitaux propres d'environ 30 M\$ (réduction d'environ 28 M\$ au 31 octobre 2007).

Nos bénéfices libellés en monnaies non fonctionnelles sont convertis en monnaies fonctionnelles au moyen d'opérations de change au comptant ou de contrats de change à terme en vue de réduire les fluctuations des taux de change sur notre état des résultats consolidé. Les bénéfices en monnaies étrangères fonctionnelles sont convertis aux taux mensuels moyens à mesure qu'ils sont gagnés.

Nous procédons à des opérations de couverture pour certains frais prévus libellés en monnaies étrangères au moyen de dérivés qui sont constatés à titre de couvertures de flux de trésorerie. Au 31 janvier 2008, la variation nette de la juste valeur de ces dérivés de couverture, comprise dans le cumul des autres éléments du résultat étendu, a donné lieu à une perte de 99 M\$ (une perte de 112 M\$ au 31 octobre 2007). Ce montant sera porté en résultat pour contrebalancer les fluctuations de change couvertes au fur et à mesure que les frais seront engagés.

#### Risque lié aux actions

Le risque lié aux actions du portefeuille autre que de négociation découle principalement de nos activités de Services de banque d'affaires et ces actions sont composées de titres de participation privés et de sociétés ouvertes, de placements dans des sociétés en commandite, et de placements à la valeur de consolidation.

Le tableau suivant présente la valeur comptable et la juste valeur des actions du portefeuille autre que de négociation y compris le portefeuille de Services de banques d'affaires :

En millions de dollars, au		Valeur	
		comptable	Juste valeur
31 janv. 2008	Valeurs disponibles à la vente	1 540 \$	1 997 \$
	Autres actifs <sup>1</sup>	262	309
		1 802 \$	2 306 \$
31 oct. 2007	Valeurs disponibles à la vente	1 415 \$	1 921 \$
	Autres actifs <sup>1</sup>	254	299
		1 669 \$	2 220 \$

1) Comprend les placements à la valeur de consolidation.

### Risque d'illiquidité

Le risque d'illiquidité lié à la gestion de nos actifs et de nos passifs découle de nos activités générales de financement. Il s'agit du risque de ne pas dégager les fonds nécessaires pour faire face à des engagements financiers courants sans la mobilisation de fonds à des taux défavorables ou la vente forcée d'actifs.

Nos stratégies de gestion du risque d'illiquidité visent à maintenir des ressources financières suffisamment liquides pour financer continuellement notre bilan, que les conditions du marché soient normales ou difficiles.

### Processus et contrôle

Les rentrées et les sorties de fonds réelles et prévues au bilan et hors bilan sont gérées quotidiennement selon des limites précises de non-concordance entre les actifs et les passifs à court terme par région géographique.

Les positions au bilan servent à déterminer les flux de trésorerie possibles selon diverses situations de crise. Sur une base consolidée, les liquidités qu'il faut détenir selon une simulation de crise de référence donnée sont maintenues pendant une période minimale.

### Mesure du risque

Notre système de mesure en matière de liquidité fournit des rapports quotidiens sur les risques d'illiquidité aux fins d'une surveillance et d'un examen indépendants effectué par la division GRM. La haute direction et le CGR passent en revue les rapports sur les risques d'illiquidité. Les effets des situations de crise sont mesurés au moyen d'analyses de scénarios conçues pour mesurer l'incidence potentielle de conditions de marché anormales sur le profil de risque d'illiquidité. Le traitement des flux de trésorerie sous diverses conditions fait l'objet d'un examen périodique afin de déterminer s'il faut modifier les hypothèses sur le comportement des clients.

### Sources et stratégies de financement à terme

Nous obtenons du financement à terme dans les marchés de gros auprès de nombreux clients et dans des régions variées en empruntant parmi une gamme d'échéances au moyen de divers effets de financement. Les dépôts personnels de base demeurent une source principale de financement de détail. Au 31 janvier 2008, les dépôts de particuliers en dollars

canadiens totalisaient 85,4 G\$ (83,8 G\$ au 31 octobre 2007).

Nos stratégies de gestion du risque d'illiquidité incluent la diversification des sources du financement de gros à terme, la titrisation d'éléments d'actifs, l'émission d'actions et de titres secondaires et le maintien de blocs distincts d'actifs liquides de grande qualité pouvant être vendus ou donnés en garantie pour nous assurer une source immédiate de fonds.

Le tableau suivant présente un sommaire de nos actifs liquides :

	31 janv. 2008	31 oct. 2007
En milliards de dollars, au		
Encaisse	1,0 \$	1,0 \$
Dépôts auprès d'autres banques	17,2	12,7
Valeurs mobilières <sup>1</sup>	60,4	65,1
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres	35,6	34,0
	114,2 \$	112,8 \$

1) Comprennent les valeurs disponibles à la vente et les valeurs désignées à leur juste valeur, dont la durée résiduelle du contrat est d'un an ou moins, et les valeurs du compte de négociation.

Dans le cours normal des affaires, la gestion des garanties prévoit la cession en garantie de certains actifs, y compris ceux nécessaires aux activités quotidiennes de compensation et de règlement de paiements et de valeurs. Au 31 janvier 2008, ces actifs atteignaient 25,2 G\$ (27,7 G\$ au 31 octobre 2007).

Les récents bouleversements dans les marchés financiers mondiaux ont entraîné une baisse de la liquidité ainsi qu'une hausse des coûts dans les marchés de financement à terme, et ce, indépendamment de l'institution financière. Nos cotes de crédit constituent un facteur qui a eu une incidence sur l'accès que nous avons aux marchés du financement non garanti. En décembre 2007, bien qu'aucune des principales agences de notation n'aient modifié notre cote, Standard & Poor's et Moody's ont revu à la baisse leurs prévisions concernant les cotes, soit de stable à négative, alors que Fitch et DBRS ont mis nos cotes sous surveillance assortie d'incidences négatives. Malgré ces faits nouveaux, notre position de liquidité demeure solide.

### *Échéance des passifs financiers*

Le tableau ci-dessous présente le profil des échéances des passifs financiers en fonction des obligations de remboursement contractuelles. Les dates d'échéance de certains contrats sont assorties d'une série bien définie de rajustements mis en œuvre par la direction aux fins de la gestion de la liquidité. Ces rajustements figurent dans les hypothèses relatives à la structure. Le tableau suivant ne tient pas compte des flux de trésorerie contractuels ayant trait à des passifs dérivés.

En millions de dollars, au 31 janvier 2008	Moins de 3 mois	3 mois à 12 mois	1 an à 3 ans	3 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Pas d'échéance précise	Total
<b>Passif</b>							
Dépôts	150 745 \$	54 265 \$	21 018 \$	8 986 \$	4 962 \$	- \$	239 976 \$
Acceptations	8 016	511	-	-	-	-	8 527
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	74	437	1 630	1 478	2 778	3 680	10 077
Engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues en vertu de mises en pension de titres	29 172	183	-	-	-	-	29 355
Autres passifs	595	2	2 407	-	-	9 881	12 885
Titres secondaires	89	-	-	-	5 313	-	5 402
Passif au titre des actions privilégiées	600	-	-	-	-	-	600
Hypothèses relatives à la structure	(114 047)	(35 225)	-	-	154 064	(4 792)	-
	75 244 \$	20 173 \$	25 055 \$	10 464 \$	167 117 \$	8 769 \$	306 822 \$

### *Échéance des engagements au titre du crédit et des liquidités*

Le tableau ci-dessous présente les échéances contractuelles des montants nominaux de référence dans le cas d'engagements au titre du crédit, des garanties et des liquidités. Les montants contractuels représentent les montants à risque si le crédit contracté venait à être entièrement employé et si une contrepartie manquait à ses obligations. Le total des montants contractuels n'est pas représentatif des liquidités futures requises, car on prévoit qu'une tranche importante des garanties et des engagements arrivera à échéance sans que des prélèvements ne soient effectués.

En millions de dollars, au 31 janvier 2008	Période d'expiration des montants contractuels				Total
	Moins de 1 an	1 an à 3 ans	3 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	
Engagements de crédit inutilisés <sup>1</sup>	27 939	1 767	8 020	1 443	39 169
Facilités de garantie de liquidité	14 810	-	-	-	14 810
Lettres de crédit de soutien et de bonne fin	5 229	354	405	435	6 423
Lettres de crédit documentaires et commerciales	254	-	-	2	256
	48 232 \$	2 121 \$	8 425 \$	1 880 \$	60 658 \$

1) Ne tiennent pas compte des marges de crédit personnelles et des marges sur cartes de crédit, car elles sont révocables à notre gré en tout temps.

### **Obligations contractuelles**

Les précisions sur nos obligations contractuelles figurent à la page 71 de la Reddition de comptes annuelle 2007. Il n'y pas eu de changements importants aux obligations contractuelles dans le cours normal des affaires.

## Risque opérationnel

Le risque opérationnel est le risque de pertes découlant du caractère inadéquat ou de l'échec de processus ou de systèmes internes, de l'erreur humaine ou d'événements externes.

## Processus et contrôle

Il incombe à chaque secteur d'activité d'assurer la gestion quotidienne du risque opérationnel. Les groupes d'infrastructure et de gouvernance maintiennent des processus d'autoévaluation du contrôle et du risque. Nous maintenons un programme d'assurances d'entreprise qui vise à fournir une protection additionnelle contre les pertes et un programme mondial de gestion de la continuité de l'exploitation afin de réduire le risque d'interruption des activités en cas de catastrophe.

## Mesure du risque

À compter du 1<sup>er</sup> novembre 2007, conformément à l'Accord de Bâle II, nous utilisons l'AMA pour calculer les fonds propres réglementaires au titre du risque opérationnel. Notre méthode de mesure du risque opérationnel aux fins du capital économique attribue le capital de ce risque aux pertes prévues et imprévues découlant des types de pertes suivants :

- la responsabilité juridique (à l'égard de tiers, de clients et d'employés);
- le remboursement de sommes aux clients;
- le non-respect de la réglementation et de l'observation fiscale;
- la perte de biens ou les dommages à des biens;
- les erreurs de traitement des opérations; et
- le vol, la fraude et les autres activités non autorisées.

Le capital de risque opérationnel est calculé grâce à une approche de distribution des pertes dont les paramètres sont fondés sur les pertes internes réelles présentant une quantité statistiquement importante de données internes historiques. Il est également possible d'obtenir ce résultat au moyen d'une analyse des pertes par scénario en s'appuyant sur les données internes et externes existantes concernant les pertes ainsi que sur la compétence de la direction.

Outre le capital attribué selon les directives décrites ci-dessus, des rajustements sont apportés aux questions et aux risques visant le contrôle interne qui ne font pas partie du profil de risque opérationnel initial.

Selon l'AMA, nous pouvons comptabiliser l'atténuation du risque résultant de l'assurance dans notre mesure du risque opérationnel servant au calcul des fonds propres réglementaires minimums. Bien que notre contrat d'assurance soit conçu pour protéger le bénéficiaire contre les pertes graves possibles, nous ne réduisons pas nos besoins en fonds propres pour autant.

## Risques juridiques et de réputation

La réputation et la solidité financière de la CIBC revêtent une importance fondamentale pour la CIBC, de même que pour sa clientèle, ses actionnaires et ses employés.

Le risque de réputation s'entend de la possibilité qu'une publicité négative, qu'elle soit fondée ou non, portant sur la conduite des affaires et les pratiques de la CIBC, puisse nuire grandement à notre réputation à titre d'institution financière de premier rang, ou alors puisse avoir des effets importants et néfastes sur nos entreprises, nos activités ou notre situation financière.

Le risque juridique s'entend de la possibilité que des poursuites au civil ou au criminel, ou alors que des enquêtes réglementaires soient entreprises contre la CIBC qui, une fois tranchées, puissent avoir des effets importants et néfastes sur nos entreprises, nos activités ou notre situation financière.

Le CGR offre une surveillance de la gestion des risques juridiques et de réputation. L'identification, l'évaluation et la gestion des risques juridiques et de réputation possibles constituent une responsabilité clé de la CIBC et de tous ses employés.

Notre Politique générale en matière de risques juridiques et de réputation établit des normes sur la façon de préserver notre réputation et de réduire notre exposition aux risques juridiques et de réputation. La politique est renforcée par des procédures propres au secteur d'activité permettant de déceler et de transmettre au niveau supérieur les opérations qui pourraient donner lieu à des risques juridiques ou de réputation importants. Le Comité des risques juridiques et de réputation passe en revue les opérations dont il est saisi afin d'évaluer si la CIBC s'expose à des risques juridiques ou de réputation.

## Risque de réglementation

Le risque de réglementation est le risque de non-conformité aux exigences réglementaires. La non-conformité à ces exigences pourrait mener à des sanctions réglementaires et nuire à notre réputation.

Notre philosophie en matière de conformité réglementaire consiste à gérer le risque de réglementation par, entre autres, l'intégration de contrôles au sein des secteurs d'activité et des groupes d'infrastructure. Cette approche s'appuie sur le cadre de référence en matière de gestion de la conformité législative. Le cadre de référence en matière de gestion de la conformité législative permet d'établir une correspondance entre les exigences réglementaires et les politiques, les procédures et les contrôles internes qui régissent la conformité réglementaire.

Notre Service de la conformité est responsable de l'élaboration et de la mise à jour d'un programme complet de conformité réglementaire, incluant la surveillance du cadre de référence en matière de gestion de la conformité législative. Le Service, qui est indépendant de la gestion des opérations, a le pouvoir de communiquer directement avec le comité de vérification et fait trimestriellement rapport à ce comité.

C'est à la haute direction des secteurs d'activité et des groupes d'infrastructure qu'incombe, au premier chef, la responsabilité de se conformer à l'ensemble des exigences réglementaires pertinentes, puis à tous les employés. Les activités mises de l'avant par le Service de la conformité viennent appuyer ces groupes et visent particulièrement les

exigences réglementaires qui régissent la relation entre la CIBC et ses clients et les exigences qui permettent de protéger l'intégrité des marchés financiers. Les activités liées au domaine réglementaire visant à appuyer les secteurs d'activité et des groupes d'infrastructure incluent la diffusion des exigences, les conseils, la formation, les tests et contrôles, ainsi que la remontée des paliers de décision en vue de communiquer l'information sur les faiblesses du contrôle et les risques de réglementation.

## QUESTIONS D'ORDRE COMPTABLE ET CONTRÔLES

---

### Conventions comptables critiques et estimations

Un sommaire des principales conventions comptables est présenté à la note 1 afférente aux états financiers consolidés de 2007.

Certaines conventions comptables de la CIBC sont essentielles à la compréhension des résultats d'exploitation et de la situation financière de la CIBC. Ces conventions comptables critiques exigent de la direction qu'elle pose des jugements et fasse des estimations, dont certains pourraient avoir trait à des questions encore incertaines. Pour une description des jugements et estimations sur lesquels repose l'application des conventions et estimations comptables critiques dans le cas des régimes de retraite et autres régimes d'avantages sociaux, se reporter aux pages 74 à 77 de la Reddition de comptes annuelle 2007.

Au cours du trimestre, nous avons changé la méthode que nous utilisons pour calculer les rajustements de valeur de nos expositions au risque de crédit de nos contreparties liées aux garants financiers (à l'exclusion de ACA) pour tenir compte des écarts de taux observés sur le marché. Pour plus de précisions, se reporter à la section Vue d'ensemble.

### Modifications de conventions comptables

#### Baux adossés

À compter du 1<sup>er</sup> novembre 2007, nous avons adopté l'abrégé 46 modifié intitulé « Baux adossés » du Comité sur les problèmes nouveaux (CPN) de l'ICCA et fondé sur la prise de position FASB Staff Position (FSP) FAS 13-2, « Accounting for a Change or Projected Change in the Timing of Cash Flows Relating to Income Taxes Generated by a Leveraged Lease Transaction ».

Le CPN exige qu'un changement du calendrier estimatif des flux de trésorerie liés aux impôts sur les bénéfices entraîne l'établissement d'un nouveau calendrier de constatation du revenu découlant du bail adossé. L'adoption de ces directives a entraîné l'imputation de 66 M\$ aux soldes d'ouverture des bénéfices non répartis au 1<sup>er</sup> novembre 2007. Un montant se rapprochant de cette imputation hors caisse sera comptabilisé dans les revenus sur la durée restante des baux au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif.

### Informations à fournir concernant le capital

En date du 1<sup>er</sup> novembre 2007, nous avons adopté le chapitre 1535 du *Manuel de l'ICCA*, « Informations à fournir concernant le capital », qui stipule que l'entité doit fournir des informations sur ses objectifs, politiques et procédures de gestion de son capital ainsi que des données quantitatives synthétiques sur les éléments inclus dans la gestion du capital.

### Instruments financiers

En date du 1<sup>er</sup> novembre 2007, nous avons adopté le chapitre 3862, « Instruments financiers – informations à fournir », et le chapitre 3863, « Instruments financiers – présentation » du *Manuel de l'ICCA*.

Ces chapitres remplacent le chapitre 3861 du *Manuel de l'ICCA*, « Instruments financiers – informations à fournir et présentation », et augmentent les exigences en matière d'information sur la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers et sur la façon dont l'entité gère ces risques.

### Contrôles et procédures

#### Contrôles et procédures de communication de l'information

La direction de la CIBC, en collaboration avec le chef de la direction, le chef des services financiers et le chef de la gestion du risque, a évalué, au 31 janvier 2008, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la CIBC (conformément aux règles de la SEC et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières). Ces contrôles et procédures ont été jugés efficaces.

#### Modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Pendant le trimestre terminé le 31 janvier 2008, le contrôle interne de la CIBC à l'égard de l'information financière n'a fait l'objet d'aucun changement qui a modifié de façon importante son contrôle interne à l'égard de l'information financière, ou qui aurait raisonnablement pu le faire.

# ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DE LA CIBC

## BILAN CONSOLIDÉ

Non vérifié, en millions de dollars, au

31 janv. 2008

31 oct. 2007

	31 janv. 2008	31 oct. 2007
<b>ACTIF</b>		
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques	1 673 \$	1 457 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	16 520	12 290
<b>Valeurs mobilières</b>		
Compte de négociation	58 365	58 779
Disponibles à la vente	8 589	17 430
Désignées à leur juste valeur	14 264	10 291
	81 218	86 500
<b>Valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres</b>	35 625	34 020
<b>Prêts</b>		
Prêts hypothécaires à l'habitation	90 572	91 664
Particuliers	29 539	29 213
Cartes de crédit	9 395	9 121
Entreprises et gouvernements	34 436	34 099
Provision pour pertes sur créances (note 4)	(1 379)	(1 443)
	162 563	162 654
<b>Divers</b>		
Instruments dérivés	23 395	24 075
Engagements de clients en vertu d'acceptations	8 527	8 024
Terrains, bâtiments et matériel	2 001	1 978
Écart d'acquisition	1 911	1 847
Autres actifs incorporels	414	406
Autres actifs	13 887	8 927
	50 135	45 257
	347 734 \$	342 178 \$
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>		
<b>Dépôts</b>		
Particuliers	93 883 \$	91 772 \$
Entreprises et gouvernements	131 000	125 878
Banques	15 093	14 022
	239 976	231 672
<b>Divers</b>		
Instruments dérivés	26 109	26 688
Acceptations	8 527	8 249
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	10 077	13 137
Engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues en vertu de mises en pension de titres	29 355	28 944
Autres passifs	12 728	13 728
	86 796	90 746
<b>Titres secondaires</b>	5 402	5 526
<b>Passif au titre des actions privilégiées</b>	600	600
<b>Participations sans contrôle</b>	157	145
<b>Capitaux propres</b>		
Actions privilégiées	2 331	2 331
Actions ordinaires	6 049	3 133
Actions autodétenues	12	4
Surplus d'apport	86	96
Bénéfices non répartis	7 174	9 017
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(849)	(1 092)
	14 803	13 489
	347 734 \$	342 178 \$

Les notes ci-jointes et les parties ombragées des sections du rapport de gestion portant sur la gestion du risque aux pages 20 à 33 font partie intégrante des états financiers consolidés.

## ÉTAT DES RÉSULTATS CONSOLIDÉ

Non vérifié, en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le		
	31 janv. 2008	31 oct. 2007	31 janv. 2007
<b>Revenu d'intérêts</b>			
Prêts	2 582 \$	2 583 \$	2 304 \$
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres	529	564	472
Valeurs mobilières	664	869	762
Dépôts auprès d'autres banques	230	222	173
	<b>4 005</b>	<b>4 238</b>	<b>3 711</b>
<b>Frais d'intérêts</b>			
Dépôts	2 208	2 216	1 903
Autres passifs	563	697	665
Titres secondaires	72	77	76
Passif au titre des actions privilégiées	8	8	8
	<b>2 851</b>	<b>2 998</b>	<b>2 652</b>
<b>Revenu net d'intérêts</b>	<b>1 154</b>	<b>1 240</b>	<b>1 059</b>
<b>Revenu autre que d'intérêts</b>			
Rémunération de prise ferme et honoraires de consultation	176	190	185
Frais sur les dépôts et les paiements	195	200	193
Commissions sur crédit	60	59	69
Honoraires d'administration de cartes	77	72	70
Honoraires de gestion de placements et de garde	136	139	130
Revenu tiré des fonds communs de placement	212	218	212
Revenu tiré des assurances, déduction faite des réclamations	58	59	58
Commissions liées aux opérations sur valeurs mobilières	170	196	229
Revenu de négociation (note 8)	(3 127)	(378)	375
(Pertes) gains sur valeurs disponibles à la vente, montant net	(49)	133	132
Revenu tiré d'instruments financiers désignés à la juste valeur	(29)	9	43
Revenu tiré des actifs titrisés	144	103	129
Revenu tiré des opérations de change autres que de négociation	132	100	84
Divers	170	606	123
	<b>(1 675)</b>	<b>1 706</b>	<b>2 032</b>
<b>Total des revenus</b>	<b>(521)</b>	<b>2 946</b>	<b>3 091</b>
<b>Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 4)</b>	<b>172</b>	<b>132</b>	<b>143</b>
<b>Frais autres que d'intérêts</b>			
Salaires et avantages sociaux	994	1 006	1 160
Frais d'occupation	145	148	150
Matériel informatique et matériel de bureau	262	283	263
Communications	74	81	71
Publicité et expansion des affaires	53	71	50
Honoraires	51	51	39
Taxes d'affaires et impôts et taxe sur le capital	25	37	35
Divers	157	197	175
	<b>1 761</b>	<b>1 874</b>	<b>1 943</b>
<b>(Perte) bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle</b>	<b>(2 454)</b>	<b>940</b>	<b>1 005</b>
<b>Charge (économie) d'impôts</b>	<b>(1 002)</b>	<b>45</b>	<b>231</b>
	<b>(1 452)</b>	<b>895</b>	<b>774</b>
<b>Participations sans contrôle</b>	<b>4</b>	<b>11</b>	<b>4</b>
<b>(Perte nette) bénéfice net</b>	<b>(1 456) \$</b>	<b>884 \$</b>	<b>770 \$</b>
<b>(Perte) bénéfice par action (en dollars) (note 10)</b>			
– de base	<b>(4,39) \$</b>	<b>2,55 \$</b>	<b>2,13 \$</b>
– dilué(e)	<b>(4,39) \$</b>	<b>2,53 \$</b>	<b>2,11 \$</b>
<b>Dividendes par action ordinaire (en dollars)</b>	<b>0,87 \$</b>	<b>0,87 \$</b>	<b>0,70 \$</b>

Les notes ci-jointes et les parties ombragées des sections du rapport de gestion portant sur la gestion du risque aux pages 20 à 33 font partie intégrante des états financiers consolidés.

## ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉ

Non vérifié, en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le		
	31 janv. 2008	31 oct. 2007	31 janv. 2007
<b>Actions privilégiées</b>			
Solde au début de la période	2 331 \$	2 331 \$	2 381 \$
Émission d'actions privilégiées	-	-	450
Rachat d'actions privilégiées	-	-	(400)
Solde à la fin de la période	2 331 \$	2 331 \$	2 431 \$
<b>Actions ordinaires</b>			
Solde au début de la période	3 133 \$	3 121 \$	3 064 \$
Émission d'actions ordinaires (note 7)	2 948	12	50
Frais d'émission, déduction faite des impôts sur les bénéfices connexes	(32)	-	-
Solde à la fin de la période	6 049 \$	3 133 \$	3 114 \$
<b>Actions autodétenues</b>			
Solde au début de la période	4 \$	(11) \$	(19) \$
Achats	(2 959)	(1 456)	(1 356)
Ventes	2 967	1 471	1 374
Solde à la fin de la période	12 \$	4 \$	(1) \$
<b>Surplus d'apport</b>			
Solde au début de la période	96 \$	85 \$	70 \$
Charge au titre des options sur actions	3	(1)	2
Options sur actions exercées	(1)	(1)	(4)
(Escompte net) prime nette sur les actions autodétenues et divers	(12)	13	6
Solde à la fin de la période	86 \$	96 \$	74 \$
<b>Bénéfices non répartis</b>			
Solde au début de la période, montant établi antérieurement	9 017 \$	8 450 \$	7 268 \$
Rajustement pour modification de conventions comptables	(66) <sup>1</sup>	-	(50) <sup>2</sup>
Solde au début de la période, après retraitement	8 951	8 450	7 218
(Perte nette) bénéfice net	(1 456)	884	770
Dividendes			
Actions privilégiées	(30)	(30)	(38)
Actions ordinaires	(291)	(292)	(235)
Prime de rachat d'actions privilégiées classées à titre de capitaux propres	-	-	(16)
Divers	-	5	(6)
Solde à la fin de la période	7 174 \$	9 017 \$	7 693 \$
<b>Cumul des autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts et taxes</b>			
Solde au début de la période	(1 092) \$	(587) \$	(442) \$
Rajustement pour modification de conventions comptables <sup>2</sup>	-	-	123
Autres éléments du résultat étendu	243	(505)	175
Solde à la fin de la période	(849) \$	(1 092) \$	(144) \$
<b>Bénéfices non répartis et cumul des autres éléments du résultat étendu</b>	<b>6 325 \$</b>	<b>7 925 \$</b>	<b>7 549 \$</b>
<b>Capitaux propres à la fin de la période</b>	<b>14 803 \$</b>	<b>13 489 \$</b>	<b>13 167 \$</b>

1) Représente l'incidence de l'adoption de l'abrégé modifié du Comité sur les problèmes nouveaux 46 de l'Institut Canadien des Comptables Agréés, « Baux adossés ». Pour plus de précisions, voir la note 1.

2) Représente le rajustement transitoire par suite de l'adoption des chapitres 1530, 3251, 3855 et 3865 du *Manuel de l'ICCA*.

Les notes ci-jointes et les parties ombragées des sections du rapport de gestion portant sur la gestion du risque aux pages 20 à 33 font partie intégrante des états financiers consolidés.

## ÉTAT DU RÉSULTAT ÉTENDU CONSOLIDÉ

Non vérifié, en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le		
	31 janv. 2008	31 oct. 2007	31 janv. 2007
(Perte nette) bénéfice net	(1 456) \$	884 \$	770 \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts et taxes			
<b>Écart de conversion</b>			
Gains nets (pertes nettes) sur investissements dans des établissements étrangers autonomes	973	(1 921)	805
(Pertes nettes) gains nets sur opérations de couverture de risque de change	(746)	1 493	(603)
	227	(428)	202
<b>Variation nette des valeurs disponibles à la vente</b>			
(Pertes latentes) gains latents sur valeurs disponibles à la vente, montant net	(21)	54	(43)
Reclassement de pertes nettes (gains nets) en résultat net	106	(35)	(28)
	85	19	(71)
<b>Variation nette des couvertures de flux de trésorerie</b>			
(Pertes nettes) gains nets sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(36)	(120)	73
(Gains nets) pertes nettes sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie reclassés en résultat net	(33)	24	(29)
	(69)	(96)	44
Total des autres éléments du résultat étendu <sup>1</sup>	243	(505)	175
<b>Résultat étendu</b>	<b>(1 213) \$</b>	<b>379 \$</b>	<b>945 \$</b>

1) Comprend une participation sans contrôle de néant (néant au 31 octobre 2007 et 1 M\$ au 31 janvier 2007).

## (CHARGE D'IMPÔTS) ÉCONOMIE D'IMPÔTS ATTRIBUÉE À CHACUNE DES COMPOSANTES DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU

Non vérifié, en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le		
	31 janv. 2008	31 oct. 2007	31 janv. 2007
<b>Écart de conversion</b>			
Variations des investissements dans des établissements étrangers autonomes	(3) \$	4 \$	(10) \$
Variations des opérations de couverture de risque de change	374	(736)	313
<b>Variation nette des valeurs disponibles à la vente</b>			
Pertes latentes (gains latents) sur valeurs disponibles à la vente, montant net	15	(34)	29
Reclassement de (pertes nettes) gains nets en résultat net	(89)	15	16
<b>Variation nette des couvertures de flux de trésorerie</b>			
Variations des dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	20	65	(39)
Variations des dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie reclassés en résultat net	18	(12)	15
	335 \$	(698) \$	324 \$

Les notes ci-jointes et les parties ombragées des sections du rapport de gestion portant sur la gestion du risque aux pages 20 à 33 font partie intégrante des états financiers consolidés.

## ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

Non vérifié, en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le		
	31 janv. 2008	31 oct. 2007	31 janv. 2007
<b>Flux de trésorerie d'exploitation</b>			
(Perte nette) bénéfice net	(1 456) \$	884 \$	770 \$
Rajustements pour rapprocher (la perte nette) le bénéfice net des flux de trésorerie d'exploitation :			
Dotation à la provision pour pertes sur créances	172	132	143
Amortissement des bâtiments, du matériel, du mobilier et des améliorations locatives	52	50	53
Amortissement des autres actifs incorporels	10	11	5
Rémunération à base d'actions	(19)	7	18
Impôts futurs	(53)	141	63
Pertes (gains) sur valeurs disponibles à la vente, montant net	49	(133)	(132)
Pertes (gains) à la cession de terrains, de bâtiments et de matériel	-	1	-
Autres éléments hors caisse, montant net	66	(158)	50
Variations des actifs et des passifs d'exploitation			
Intérêts courus à recevoir	104	(51)	(106)
Intérêts courus à payer	(24)	16	(474)
Montants à recevoir sur contrats dérivés	663	(3 787)	(404)
Montants à payer sur contrats dérivés	(954)	7 262	(958)
Variation nette des valeurs du compte de négociation	414	4 673	(4 238)
Variation nette des valeurs désignées à la juste valeur	(3 973)	(2 663)	(629)
Variation nette des autres instruments financiers désignés à la juste valeur	(581)	(2 192)	187
Impôts exigibles	(1 794)	(145)	(377)
Divers, montant net	(3 779)	150	(1 742)
	<b>(11 103)</b>	<b>4 198</b>	<b>(7 771)</b>
<b>Flux de trésorerie de financement</b>			
Dépôts, déduction faite des retraits	8 844	4 371	5 554
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	(3 076)	(868)	(69)
Engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues en vertu de mises en pension de titres, montant net	411	(5 100)	(1 178)
Remboursement de titres secondaires	(250)	(537)	-
Émission d'actions privilégiées	-	-	450
Rachat d'actions privilégiées	-	-	(416)
Émission d'actions ordinaires, montant net	2 916	12	50
Produit net tiré des actions autodétenues (achetées) vendues	8	15	18
Dividendes	(321)	(322)	(273)
Divers, montant net	(445)	130	353
	<b>8 087</b>	<b>(2 299)</b>	<b>4 489</b>
<b>Flux de trésorerie d'investissement</b>			
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	(4 230)	3 316	(2 494)
Prêts, déduction faite des remboursements	(2 047)	(4 483)	1 295
Produit des titrisations	2 250	1 493	2 537
Achat de valeurs disponibles à la vente	(1 924)	(5 149)	(1 787)
Produit de la vente de valeurs disponibles à la vente	5 870	1 258	1 462
Produit à l'échéance de valeurs disponibles à la vente	4 941	790	2 396
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres, montant net	(1 605)	1 064	1 464
Sorties nettes liées à l'acquisition <sup>1</sup>	-	-	(778)
Achat de terrains, de bâtiments et de matériel	(43)	(14)	(233)
Produit de la cession de terrains, de bâtiments et de matériel	-	1	-
	<b>3 212</b>	<b>(1 724)</b>	<b>3 862</b>
Incidence de la fluctuation des taux de change sur l'encaisse et les dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques	20	(55)	41
<b>Augmentation (diminution) nette de l'encaisse et des dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques au cours de la période</b>	<b>216</b>	<b>120</b>	<b>621</b>
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques au début de la période	1 457	1 337	1 317
<b>Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques à la fin de la période</b>	<b>1 673 \$</b>	<b>1 457 \$</b>	<b>1 938 \$</b>
Intérêts versés au comptant	2 875 \$	2 982 \$	3 126 \$
Impôts sur les bénéfices payés au comptant	846 \$	49 \$	545 \$

1) Compte tenu de l'acquisition de FirstCaribbean International Bank.

Les notes ci-jointes et les parties ombragées des sections du rapport de gestion portant sur la gestion du risque aux pages 20 à 33 font partie intégrante des états financiers consolidés.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (NON VÉRIFIÉS)

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la Banque Canadienne Impériale de Commerce et de ses filiales (la « CIBC ») ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Les présents états financiers sont dressés selon les mêmes méthodes et conventions comptables que celles utilisées pour dresser les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2007, sauf dans les cas décrits ci-après. Les états financiers consolidés intermédiaires de la CIBC ne comprennent pas toutes les informations à fournir exigées en vertu des PCGR du Canada pour les états financiers annuels et, par conséquent, doivent être lus à la lumière des états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 octobre 2007, figurant aux pages 84 à 137 de la Reddition de comptes annuelle 2007.

## 1. Modification des conventions comptables

### Baux adossés

À compter du 1<sup>er</sup> novembre 2007, nous avons adopté l'abrégié 46 modifié intitulé « Baux adossés » du Comité sur les problèmes nouveaux (CPN) de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) et fondé sur la prise de position FASB Staff Position (FSP) FAS 13-2, « Accounting for a Change or Projected Change in the Timing of Cash Flows Relating to Income Taxes Generated by a Leveraged Lease Transaction ». Le CPN exige qu'un changement du calendrier estimatif des flux de trésorerie liés aux impôts sur les bénéfices entraîne l'établissement d'un nouveau calendrier de constatation du revenu découlant du bail adossé.

L'adoption de ces directives a entraîné l'imputation de 66 M\$ aux soldes d'ouverture des bénéfices non répartis au 1<sup>er</sup> novembre 2007. Un montant se rapprochant de cette imputation hors caisse sera comptabilisé dans les revenus sur la durée restante des baux au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif.

### Informations à fournir concernant le capital

À compter du 1<sup>er</sup> novembre 2007, nous avons adopté le chapitre 1535, « Informations à fournir concernant le capital » de l'ICCA, en vertu duquel une entité doit divulguer ses objectifs, ses politiques et ses procédures de gestion de son capital. Ceux-ci sont présentés à la note 17 afférente aux états financiers consolidés de 2007 et sont demeurés les mêmes par rapport à ceux de l'exercice précédent. En outre, le chapitre exige de fournir des données quantitatives synthétiques sur les éléments inclus dans la gestion du capital. Pour plus de précisions, voir la note 7.

### Instruments financiers

À compter du 1<sup>er</sup> novembre 2007, nous avons adopté le chapitre 3862, « Instruments financiers – informations à fournir », et le chapitre 3863, « Instruments financiers – présentation ».

Ces chapitres remplacent le chapitre 3861 du *Manuel de l'ICCA*, « Instruments financiers – informations à fournir et présentation », et augmentent les exigences en matière d'information sur la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers et sur la façon dont l'entité gère ces risques. Pour plus de précisions, voir la note 13.

## 2. Vente de certaines de nos activités américaines

En date du 1<sup>er</sup> janvier 2008, nous avons vendu à Oppenheimer Holdings Inc. (Oppenheimer) nos services bancaires d'investissement, nos activités de financement par effet de levier, nos activités de négociation d'actions et nos activités sur des marchés de titres de créances connexes exercées aux États-Unis, ainsi que nos services bancaires d'investissement et nos activités de négociation d'actions en Israël (les « activités cédées »). La vente à Oppenheimer de certaines autres activités liées aux marchés financiers américains que nous exerçons au Royaume-Uni et en Asie devrait être conclue au deuxième trimestre de 2008. En contrepartie, Oppenheimer nous a offert des bons de souscription visant un million d'actions pouvant être exercées après cinq ans, et paiera un prix d'achat différé d'au moins 25 M\$ US à la fin des cinq ans compte tenu des bénéfices tirés des activités cédées. Nous avons fourni des indemnités en ce qui a trait à certains coûts qu'Oppenheimer pourrait engager dans l'intégration des activités cédées.

Nous avons radié l'écart d'acquisition associé aux activités cédées, déprécié certaines améliorations locatives et immobilisations liées au matériel informatique et logiciel, et comptabilisé des passifs au titre de certains contrats qui ne sont plus requis dans la poursuite de nos activités. En outre, nous avons accéléré la constatation du coût au titre de certains octrois d'actions subalternes attribués aux employés mutés chez Oppenheimer.

Par conséquent, nous avons comptabilisé une perte nette avant impôts de 70 M\$ en janvier 2008 dans le revenu autre que d'intérêts. Nous avons également comptabilisé une dépréciation de 10 M\$ dans le revenu autre que d'intérêts liée à la décision de déplacer la plus grande partie du reste de notre personnel aux États-Unis.

Les droits au titre de l'octroi d'actions subalternes de la CIBC détenues par les employés mutés chez Oppenheimer continueront d'être acquis conformément aux dispositions originales. Pour soutenir cette entente de rémunération, Oppenheimer remboursera à la CIBC le coût de l'octroi d'actions subalternes au fur et à mesure que les droits seront acquis, moment auquel nous comptabiliserons les remboursements dans le revenu autre que d'intérêts.

En vertu de l'entente de vente, la CIBC a investi 100 M\$ US dans une débenture subordonnée émise par Oppenheimer et offre certaines facilités de crédit à Oppenheimer et à ses clients utilisant les services bancaires d'investissement dans le but de contribuer aux

activités d'Oppenheimer, chaque prêt étant assujéti à l'approbation du comité du crédit de la CIBC.

Si l'on exclut les pertes mentionnées ci-dessus, les activités cédées ont eu l'incidence suivante sur nos résultats au cours des deux mois terminés le 31 décembre 2007 :

	<b>31 déc. 2007</b>
En millions de dollars, pour les deux mois terminés le	
Revenu net d'intérêts	<b>1 \$</b>
Revenu autre que d'intérêts	<b>58</b>
Total des revenus	<b>59</b>
Frais autres que d'intérêts	<b>48</b>
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	<b>11</b>
Impôts sur les bénéfices	<b>6</b>
Bénéfice net	<b>5 \$</b>

### 3. Prêts en souffrance, mais non douteux

Les prêts en souffrance sont des prêts dont le remboursement du capital ou le paiement des intérêts est en souffrance aux termes du contrat. Le tableau suivant présente une analyse chronologique des prêts en souffrance. Les soldes à découvert en souffrance de clients de moins de 30 jours ont été exclus du tableau ci-dessous puisqu'il est impossible à ce moment-ci de déterminer ces renseignements.

En millions de dollars, au 31 janvier 2008	Moins de 30 jours	De 31 à 90 jours	Plus de 90 jours	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 333 \$	597 \$	150 \$	2 080 \$
Particuliers	530	140	45	715
Cartes de crédit	422	117	71	610
Entreprises et gouvernements	353	212	24	589
	<b>2 638 \$</b>	<b>1 066 \$</b>	<b>290 \$</b>	<b>3 994 \$</b>

### 4. Provision pour pertes sur créances

En millions de dollars, pour les trois mois terminés le	31 janv. 2008			31 oct. 2007			31 janv. 2007		
	Provision spécifique	Provision générale	Provision totale	Provision spécifique	Provision générale	Provision totale	Provision spécifique	Provision générale	Provision totale
Solde au début de la période	553 \$	890 \$	1 443 \$	608 \$	892 \$	1 500 \$	544 \$	900 \$	1 444 \$
Dotation à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances	171	1	172	134	(2)	132	143	-	143
Radiations	(187)	-	(187)	(215)	-	(215)	(224)	-	(224)
Recouvrements	31	-	31	43	-	43	53	-	53
Transfert de la provision générale vers la provision spécifique <sup>1</sup>	2	(2)	-	-	-	-	3	(3)	-
Divers <sup>2</sup>	10	-	10	(17)	-	(17)	117	23	140
Solde à la fin de la période	<b>580 \$</b>	<b>889 \$</b>	<b>1 469 \$</b>	<b>553 \$</b>	<b>890 \$</b>	<b>1 443 \$</b>	<b>636 \$</b>	<b>920 \$</b>	<b>1 556 \$</b>
Se compose de ce qui suit :									
Prêts	580 \$	799 \$	1 379 \$	553 \$	890 \$	1 443 \$	634 \$	920 \$	1 554 \$
Facilités de crédit inutilisées <sup>3</sup>	-	90	90	-	-	-	-	-	-
Lettres de crédit <sup>4</sup>	-	-	-	-	-	-	2	-	2

1) Se rapporte au portefeuille des prêts étudiants.

2) Le premier trimestre de 2007 comprend 117 M\$ au titre de la provision spécifique et 23 M\$ au titre de la provision générale en raison de l'acquisition de FirstCaribbean International Bank.

3) À compter du premier trimestre de 2008, la provision au titre des facilités de crédit inutilisées est incluse dans les autres passifs. Avant 2008, elle était incluse dans la provision pour pertes sur créances.

4) Comprises dans les autres passifs.

## 5. Titrisations et entités à détenteurs de droits variables

### Titrisations (prêts hypothécaires à l'habitation)

	Pour les trois mois terminés le		
	31 janv. 2008	31 oct. 2007	31 janv. 2007
En millions de dollars			
Titrisés	6 308 \$	4 719 \$	3 850 \$
Vendus	2 272	1 510	2 549
Produit au comptant net	2 250	1 493	2 537
Droits conservés	48	25	33
Gain à la vente, déduction faite des frais d'opération	14	4	10
<b>Hypothèses sur les droits conservés (en %)</b>			
Durée résiduelle moyenne pondérée (en années)	3,7	3,8	3,3
Taux de remboursement anticipé / taux de remboursement	11,0 - 36,0	11,0 - 39,0	11,0 - 39,0
Taux d'actualisation	3,8 - 4,6	4,6 - 4,9	4,1 - 4,3
Pertes sur créances prévues	0,0 - 0,1	0,0 - 0,1	0,0 - 0,1

### Entités à détenteurs de droits variables (EDDV)

Comme il est mentionné à la note 6 afférente aux états financiers consolidés de 2007, nous détenons des droits dans des EDDV qui ne sont pas considérés comme importants puisque nos droits sont couverts auprès d'autres parties.

En vertu de certains swaps sur rendement total sur dérivés de crédit conclus avec les EDDV détenues dans notre portefeuille de négociation, nous pouvons être tenus d'acheter, à la valeur nominale, les actifs de référence sous-jacents, ce qui mettrait fin aussitôt aux dérivés de crédit. Par suite de ces ententes, au cours du trimestre, nous avons acheté certains actifs de référence à la valeur nominale, soit 4,8 G\$, de deux entités émettrices structurées par des tiers en contrepartie de la résiliation des swaps sur rendement total connexes. Les actifs de référence achetés ont été classés comme valeurs du compte de négociation au bilan consolidé et sont toujours couverts. Nous pouvons également être tenus d'acheter des actifs de référence supplémentaires d'une valeur nominale de 2,0 G\$ couverts par le reste des swaps sur rendement total d'entités émettrices structurées par des tiers.

De temps à autre, nous continuons de soutenir nos fonds multicédants au moyen de l'achat de papier commercial émis par ces fonds multicédants. Au 31 janvier 2008, les investissements directs dans du papier commercial émis par les fonds multicédants que nous soutenons se sont élevés à 1,0 G\$. Nous ne sommes pas considérés comme le principal bénéficiaire de ces fonds multicédants.

## 6. Titres secondaires

Le 21 janvier 2008, conformément à leurs modalités, nous avons racheté la totalité de nos débentures (titres secondaires) à 4,75 %, soit 250 M\$, venant à échéance le 21 janvier 2013, pour leur principal impayé, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat.

Après la fin du trimestre, soit le 26 février 2008, nous avons racheté la totalité de nos débentures (titres secondaires) à 5,89 %, soit 89 M\$, venant à échéance le 26 février 2013, pour leur principal impayé, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat.

## 7. Capital-actions

### Ratios et fonds propres réglementaires

À compter du 1<sup>er</sup> novembre 2007, notre capital réglementaire est fondé sur le dispositif de Bâle II. Pour plus de précisions sur l'Accord de Bâle II, voir la section Gestion du risque du rapport de gestion.

Selon les normes de la Banque des règlements internationaux, les banques doivent maintenir un ratio minimum des fonds propres de première catégorie d'au moins 4 % et un ratio du total des fonds propres d'au moins 8 %. Le Bureau du surintendant des institutions financières a décrété que les institutions financières canadiennes acceptant des dépôts étaient tenues de maintenir un ratio minimum de fonds propres de première catégorie d'au moins 7 % et un ratio du total des fonds propres d'au moins 10 %. Au cours du trimestre, nous avons respecté ces exigences en matière de capital réglementaire.

Au 31 janvier 2008, les fonds propres de première catégorie comprenaient les actions ordinaires, à l'exclusion des positions de négociation à découvert dans nos propres actions, les bénéfices non répartis, les actions privilégiées, les participations sans contrôle, le surplus d'apport et l'écart de conversion. L'écart d'acquisition et les gains réalisés à la vente au moment de la titrisation ont été déduits des fonds propres de première catégorie. Les fonds propres de deuxième catégorie comprennent les titres secondaires et la provision générale admissible. À compter du 1<sup>er</sup> novembre 2007, les placements dans des compagnies d'assurance affiliées et d'importants investissements d'avant 2007 ont été déduits des fonds propres de deuxième catégorie. Les fonds propres de première et de deuxième catégories ont été assujettis à certaines autres déductions à parts égales.

Nos ratios de fonds propres et notre ratio actif/fonds propres sont présentés dans le tableau suivant. L'information au 31 janvier 2008 est basée sur les exigences de l'Accord de Bâle II et l'information au 31 octobre 2007 est basée sur les exigences de l'Accord de Bâle I; l'information ne peut être comparée.

	Selon Bâle II	Selon Bâle I
	31 janv. 2008	31 oct. 2007
En millions de dollars, au		
Fonds propres de première catégorie	13 426 \$	12 379 \$
Total des fonds propres réglementaires	17 845	17 758
Actif pondéré en fonction du risque	117 408	127 424
Ratio des fonds propres de première catégorie	11,4 %	9,7 %
Ratio du total des fonds propres	15,2 %	13,9 %
Ratio actif/fonds propres	19,0x	19,0x

## Actions ordinaires

Au cours du trimestre, nous avons émis 45,3 millions d'actions ordinaires pour un produit au comptant net de 2,9 G\$, déduction faite des frais d'émission et des impôts, de 32 M\$. Nous avons également émis 0,2 million d'actions ordinaires pour une contrepartie de 11 M\$ en vertu de régimes d'options sur actions.

## 8. Risque couvert lié au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation et garants financiers

Nous avons souscrit des contrats dérivés auprès de ACA Financial Guaranty Corp. (ACA) afin de nous couvrir contre le risque à l'égard de divers actifs de référence, y compris les titres adossés à des créances avec flux groupés et d'autres titres liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation. Au cours du trimestre, nous avons imputé 2,30 G\$ US (2,28 G\$) au titre des contrats de couverture de ACA (dont 30 M\$ US (30 M\$) au titre de contrats non liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation qui ont été dénoués au cours du trimestre) par suite de la baisse de sa cote à une cote de qualité inférieure.

Le montant imputé est basé sur la juste valeur estimative des contrats dérivés de ACA, lesquels sont fondés sur la valeur marchande des actifs de référence sous-jacents. Le risque total ayant trait au montant nominal provenant des passifs au titre des dérivés assujettis aux couvertures auprès de ACA a atteint 3,5 G\$ US (3,5 G\$), la totalité étant liée au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation. Le rendement des actifs sous-jacents et de ACA pourrait entraîner des imputations supplémentaires.

Le montant nominal de référence des contrats dérivés restants conclus avec des parties couvrant notre risque lié au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation s'est établi à 5,0 G\$ US (5,1 G\$), la juste valeur s'est fixée

à 2,8 G\$ US (2,8 G\$), dont la totalité, à l'exclusion d'un montant nominal de 591 M\$ US (593 M\$) et d'une juste valeur de 182 M\$ US (183 M\$), était conclue auprès de garants financiers.

En outre, nous détenons des contrats dérivés avec des garants financiers en vertu desquels les actifs sous-jacents ne sont pas liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation. Au 31 janvier 2008, la juste valeur de ces contrats dérivés atteignait 885 M\$ US (888 M\$).

Au cours du trimestre, nous avons imputé un montant de 624 M\$ US (626 M\$) au titre du risque lié au garants financiers afin d'accroître nos rajustements de valeur à 648 M\$ US (650 M\$) au 31 janvier 2008. La méthode utilisée pour calculer ces rajustements de valeur (à l'exclusion de ACA) a été changée au cours du premier trimestre pour tenir compte des écarts de taux observés sur le marché. La conjoncture et les conditions du marché liées à ces contreparties pourraient changer dans l'avenir, ce qui pourrait engendrer des pertes futures importantes.

Parmi les éléments qui réduisent le risque à l'égard des garants financiers, notons les couvertures de crédit dont le montant nominal de référence s'établit à 525 M\$ US (527 M\$) et la juste valeur, à 63 M\$ US (63 M\$) au 31 janvier 2008. Au cours du trimestre, nous avons constaté un gain de 42 M\$ US (43 M\$) au titre de ces couvertures.

À notre avis, nous avons rajusté la juste valeur adéquatement jusqu'à maintenant. Le calcul des rajustements de la juste valeur exige que nous fondions nos estimations sur les processus comptables et sur le jugement de la direction. Nous évaluons de façon continue le caractère adéquat des rajustements de juste valeur. Les montants des rajustements de juste valeur pourraient être modifiés si les événements le justifient.

## 9. Charges au titre des avantages sociaux futurs

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le		
	31 janv. 2008	31 oct. 2007	31 janv. 2007
<b>Régimes à prestations déterminées</b>			
Régimes de retraite	38 \$	45 \$	48 \$
Régimes d'avantages complémentaires	8	10	8
	<b>46 \$</b>	<b>55 \$</b>	<b>56 \$</b>
<b>Régimes à cotisations déterminées</b>			
Régimes de retraite de la CIBC	4 \$	8 \$	4 \$
Régimes de retraite d'État <sup>1</sup>	21	13	22
	<b>25 \$</b>	<b>21 \$</b>	<b>26 \$</b>

1) Régime de pensions du Canada / Régime des rentes du Québec et Federal Insurance Contributions Act des É.-U.

## 10. (Perte) bénéfice par action

En millions de dollars, sauf les données par action	Pour les trois mois terminés le		
	31 janv. 2008	31 oct. 2007	31 janv. 2007
<b>Résultat de base par action</b>			
(Perte nette) bénéfice net	(1 456) \$	884 \$	770 \$
Dividendes et primes sur actions privilégiées	(30)	(30)	(54)
(Perte nette) bénéfice net applicable aux actions ordinaires	(1 486) \$	854 \$	716 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	338 732	334 849	336 486
Résultat de base par action	(4,39) \$	2,55 \$	2,13 \$
<b>Résultat dilué par action</b>			
(Perte nette) bénéfice net applicable aux actions ordinaires	(1 486) \$	854 \$	716 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	338 732	334 849	336 486
Ajouter le nombre d'options sur actions pouvant être exercées <sup>1</sup> (en milliers)	2 079	3 078	3 456
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées en circulation <sup>2</sup> (en milliers)	340 811	337 927	339 942
Résultat dilué par action <sup>3</sup>	(4,39) \$	2,53 \$	2,11 \$

- 1) Ne tient pas compte du nombre moyen de 850 531 options en cours à un prix d'exercice moyen pondéré de 87,69 \$, du nombre moyen de 4 553 options en cours à un prix d'exercice moyen pondéré de 102,22 \$ et du nombre moyen de 3 249 options en cours à un prix d'exercice moyen pondéré de 98,30 \$, respectivement pour les trois mois terminés le 31 janvier 2008, le 31 octobre 2007 et le 31 janvier 2007, le prix d'exercice des options étant supérieur au cours moyen des actions ordinaires de la CIBC.
- 2) Les actions privilégiées convertibles et le passif au titre des actions privilégiées ne sont pas compris dans le calcul, étant donné que nous avons le droit de les racheter au comptant avant la date de conversion.
- 3) En cas de perte, l'incidence des options sur actions pouvant être exercées sur le bénéfice dilué (la perte diluée) par action sera antidilutive; c'est pourquoi le bénéfice (la perte) de base par action et le bénéfice dilué (la perte diluée) par action seront identiques.

## 11. Garanties

En millions de dollars, au	31 janv. 2008		31 oct. 2007	
	Paiement maximum futur éventuel <sup>1</sup>	Valeur comptable	Paiement maximum futur éventuel <sup>1</sup>	Valeur comptable
Prêts de valeurs avec indemnisation <sup>2</sup>	41 645 \$	- \$	43 287 \$	- \$
Lettres de crédit de soutien et de bonne fin	6 422	13	6 353	13
Options vendues à titre de dérivés de crédit	67 031	6 171	67 283	3 971
Autres options vendues sur contrats de dérivés <sup>3</sup>	4	4 409	4	5 612
Autres contrats d'indemnisation	4	-	4	-

- 1) Le montant total des sûretés disponibles relativement à ces garanties s'élevait à 51,2 G\$ (53,7 G\$ au 31 octobre 2007).
- 2) Comprennent le plein montant contractuel des valeurs des clients dont nous avons la garde et prêtées par la Société de services de titres mondiaux CIBC Mellon, coentreprise à parts égales entre la CIBC et The Bank of New York Mellon.
- 3) Comprennent 769 M\$ (631 M\$ au 31 octobre 2007) au titre des swaps sur rendement total. En ce qui a trait aux swaps sur rendement total dont le montant nominal de référence s'élève à environ 2,0 G\$ (6,5 G\$ au 31 octobre 2007) et dont la juste valeur négative est d'environ 654 M\$ (juste valeur négative de 470 M\$ au 31 octobre 2007), nous pourrions être tenus d'acheter, à la valeur nominale, les actifs de référence, ce qui met fin aussitôt aux swaps.
- 4) Pour plus de précisions, consulter la description, à la page 127 des états financiers consolidés de 2007.

## 12. Informations sectorielles

La CIBC compte deux secteurs d'activité stratégiques : Marchés de détail CIBC et Marchés mondiaux CIBC. Ces secteurs d'activité bénéficient du soutien de cinq groupes fonctionnels, à savoir Administration, Technologie et opérations, Expansion de l'entreprise, Finance, Conformité, Affaires juridiques et réglementation, et Trésorerie et Gestion du risque. Les activités de ces groupes fonctionnels sont intégrées au poste Siège social et autres, et leurs revenus, leurs frais et leurs ressources au bilan sont habituellement ventilés entre les secteurs d'activité.

Au cours du trimestre : a) nous avons transféré les services du Groupe Entreprises de Marchés mondiaux CIBC vers Marchés de détail CIBC. L'information des périodes antérieures a été retraitée; b) nous avons réparti la provision générale pour pertes sur créances entre les secteurs d'activité stratégiques (Marchés de détail CIBC et Marchés mondiaux CIBC). Avant 2008, la provision générale (à l'exclusion de celle liée à FirstCaribbean International Bank) était comprise dans le poste Siège social et autres. L'information des périodes antérieures n'a pas été retraitée; et c) nous avons reclassé la provision pour pertes sur créances relative aux facilités de crédit inutilisées dans les autres passifs. Avant 2008, elle était incluse dans la provision pour pertes sur créances. L'information des périodes antérieures n'a pas été retraitée.

En millions de dollars, pour les trois mois terminés le		Marchés de détail CIBC	Marchés mondiaux CIBC	Siège social et autres	Total CIBC
<b>31 janv. 2008</b>	<b>Revenu net (frais nets) d'intérêts</b>	<b>1 259 \$</b>	<b>(164) \$</b>	<b>59 \$</b>	<b>1 154 \$</b>
	<b>Revenu autre que d'intérêts</b>	<b>1 111</b>	<b>(2 793)</b>	<b>7</b>	<b>(1 675)</b>
	<b>Revenu intersectoriel<sup>1</sup></b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>(1)</b>	<b>-</b>
	<b>Total des revenus</b>	<b>2 371</b>	<b>(2 957)</b>	<b>65</b>	<b>(521)</b>
	<b>Dotation à la provision pour pertes sur créances</b>	<b>155</b>	<b>17</b>	<b>-</b>	<b>172</b>
	<b>Amortissement<sup>2</sup></b>	<b>28</b>	<b>5</b>	<b>29</b>	<b>62</b>
	<b>Frais autres que d'intérêts</b>	<b>1 325</b>	<b>346</b>	<b>28</b>	<b>1 699</b>
	<b>Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle</b>	<b>863</b>	<b>(3 325)</b>	<b>8</b>	<b>(2 454)</b>
	<b>Charge (économie) d'impôts</b>	<b>202</b>	<b>(1 166)</b>	<b>(38)</b>	<b>(1 002)</b>
	<b>Participations sans contrôle</b>	<b>4</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4</b>
	<b>Bénéfice net (perte nette)</b>	<b>657 \$</b>	<b>(2 159) \$</b>	<b>46 \$</b>	<b>(1 456) \$</b>
	<b>Actif moyen<sup>3</sup></b>	<b>235 279 \$</b>	<b>108 082 \$</b>	<b>1 167 \$</b>	<b>344 528 \$</b>
<b>31 oct. 2007</b>	Revenu net (frais nets) d'intérêts	1 246 \$	(84) \$	78 \$	1 240 \$
	Revenu autre que d'intérêts	1 546	89	71	1 706
	Revenu intersectoriel <sup>1</sup>	2	-	(2)	-
	Total des revenus	2 794	5	147	2 946
	Dotation à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances	150	(18)	-	132
	Amortissement <sup>2</sup>	29	4	28	61
	Frais autres que d'intérêts	1 373	353	87	1 813
	Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	1 242	(334)	32	940
	Charge (économie) d'impôts	271	(222)	(4)	45
	Participations sans contrôle	11	-	-	11
	Bénéfice net (perte nette)	960 \$	(112) \$	36 \$	884 \$
	Actif moyen <sup>3</sup>	234 632 \$	105 051 \$	553 \$	340 236 \$
<b>31 janv. 2007</b>	Revenu net (frais nets) d'intérêts	1 145 \$	(168) \$	82 \$	1 059 \$
	Revenu autre que d'intérêts	1 126	830	76	2 032
	Revenu intersectoriel <sup>1</sup>	2	-	(2)	-
	Total des revenus	2 273	662	156	3 091
	Dotation à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances	148	(5)	-	143
	Amortissement <sup>2</sup>	20	5	33	58
	Frais autres que d'intérêts	1 333	481	71	1 885
	Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	772	181	52	1 005
	Charge d'impôts	198	11	22	231
	Participations sans contrôle	4	-	-	4
	Bénéfice net	570 \$	170 \$	30 \$	770 \$
	Actif moyen <sup>3</sup>	214 962 \$	100 616 \$	544 \$	316 122 \$

1) Le revenu intersectoriel représente les commissions de vente internes et la répartition des revenus selon le modèle de gestion fabricant-secteur client-distributeur.

2) Comprend l'amortissement des bâtiments, du mobilier, du matériel, des améliorations locatives et des actifs incorporels à durée de vie limitée.

3) Les actifs sont présentés en fonction de moyennes, car il s'agit de la mesure la plus pertinente pour une institution financière et c'est la mesure examinée par la direction.

### 13. Instruments financiers – informations à fournir

À compter du 1<sup>er</sup> novembre 2007, nous avons adopté le chapitre 3862 du *Manuel de l'ICCA*, « Instruments financiers – informations à fournir ». Nous avons inclus certaines des informations à fournir et exigées par le chapitre 3862 du *Manuel de l'ICCA* dans les parties ombragées du rapport de gestion portant sur la gestion du risque, comme l'autorise la norme. Le tableau suivant présente un recouplement entre ces informations et celles qui se trouvent dans le rapport de gestion.

Description	Section
Pour chaque type de risque lié aux instruments financiers, une entité doit présenter : son exposition au risque et comment il se présente; les objectifs, les politiques et les procédés utilisés pour la gestion des risques; les méthodes utilisées pour mesurer le risque et la description des garanties.	Vue d'ensemble
	Risque de crédit
	Risque de marché
	Risque d'illiquidité
	Risque opérationnel
	Risques juridiques et de réputation
	Risque de réglementation
Risque de crédit - exposition brute au risque de crédit; qualité de crédit; concentration du risque	Risque de crédit
Risque de marché - portefeuilles de négociation - valeur à risque; portefeuilles autres que de négociation - sensibilité aux taux d'intérêt; risque de change; risque lié aux actions	Risque de marché
Risque d'illiquidité - actifs liquides; échéance des passifs financiers; et engagements au titre du crédit et des liquidités	Risque d'illiquidité

Nous avons présenté des informations quantitatives relatives au risque de crédit conformément aux directives de l'Accord de Bâle II, lequel exige des entités qu'elles présentent le risque auquel elles sont exposées en fonction de la façon dont elles gèrent leurs activités et leurs risques. Le tableau ci-dessous présente les catégories de montants utilisés se rapportant au risque de crédit, conformément à l'approche fondée sur les notations internes avancée (NI avancée) et à l'approche standard, selon les catégories comptables et selon les portefeuilles prévus dans l'Accord de Bâle II.

En millions de dollars, au 31 janvier 2008

Catégories comptables	Portefeuilles selon Bâle II						
	Expositions aux entreprises	Expositions aux entités souveraines	Expositions aux banques	Expositions au crédit garanti - immobilier	Expositions au commerce de détail renouvelables admissibles	Autres expositions associées au commerce de détail	Expositions liées à une titrisation
Dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques	- \$	- \$	725 \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	6	344	7 021	-	-	-	-
Valeurs mobilières							
Compte de négociation	131	56	21	-	-	-	2 180
Disponibles à la vente	2 137	3 169	4	-	-	-	1 595
Désignées à la juste valeur	4	14 051	-	-	-	-	242
Prêts							
Prêts hypothécaires à l'habitation	603	1 198	-	87 614	-	-	-
Prêts personnels	296	4	24	15 098	5 970	8 049	-
Prêts sur cartes de crédit	-	-	-	-	9 289	106	-
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	27 908	772	803	-	-	2 078	187
Engagements de clients en vertu d'acceptations	7 789	304	434	-	-	-	-
Autres actifs	963	2 023	6 250	8	-	-	98
<b>Total du risque de crédit</b>	<b>39 837 \$</b>	<b>21 921 \$</b>	<b>15 282 \$</b>	<b>102 720 \$</b>	<b>15 259 \$</b>	<b>10 233 \$</b>	<b>4 302 \$</b>

#### **14. Événement postérieur à la date du bilan**

Le 25 février 2008, Visa Inc. a annoncé son intention de lancer un premier appel public à l'épargne visant ses actions de catégorie A à un prix situé entre 37 \$ US et 42 \$ US l'action, ce qui suggère que la juste valeur de nos actions de Visa est de 80 M\$ à 130 M\$ inférieure à la valeur comptable. Par conséquent, si le premier appel public à l'épargne et le rachat obligatoire d'une partie de nos actions (qui devraient représenter environ 50 % de notre participation) se produisent au deuxième trimestre de 2008, il est probable que nous comptabilisions une perte à la vente de ces actions. Par ailleurs, au cours du deuxième trimestre, nous évaluerons la mesure dans laquelle nous devons comptabiliser une perte de valeur durable sur le reste de nos actions. Le montant des pertes que nous comptabiliserons subira l'effet du premier appel public à l'épargne ainsi que du processus de rajustement final, qui pourraient avoir une incidence positive ou négative sur le nombre d'actions que nous détenons.